



HAL
open science

Engagements et militantisme à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble : regard croisé sur deux moments clés, 1975 et aujourd'hui

Léo Francke

► To cite this version:

Léo Francke. Engagements et militantisme à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble : regard croisé sur deux moments clés, 1975 et aujourd'hui. Architecture, aménagement de l'espace. 2019. dumas-02176913

HAL Id: dumas-02176913

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02176913>

Submitted on 8 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Engagements et Militantisme à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble

Regard croisé sur deux moments clés :
1975 et aujourd'hui

M é m o i r e

Léo Francke

Master 2 Design Urbain

Direction : Karine Basset
Tutrice : Jennifer Buyck

Université Grenoble Alpes

Institut d'Urbanisme et
de Géographie Alpine

17 Juin 2019

[...]

Je voudrais pas mourir

Sans qu'on ait inventé

Les roses éternelles

La journée de deux heures

La mer à la montagne

La montagne à la mer

La fin de la douleur

Les journaux en couleur

Tous les enfants contents

Et tant de trucs encore

Qui dorment dans les crânes

Des géniaux ingénieurs

Des jardiniers joviaux

Des soucieux socialistes

Des urbains urbanistes

Et des pensifs penseurs

Tant de choses à voir

À voir et à z-entendre

Tant de temps à attendre

À chercher dans le noir

[...]

Boris Vian, extrait de *Je voudrais pas crever*

Francke Léo

Engagements et Militantisme à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble

Regard croisé sur deux moments clés : 1975 et aujourd'hui

Soutenance le 2 juillet 2019

Institut d'urbanisme et de géographie alpine / Université Grenoble Alpes
Laboratoire Pacte / LARHRA

Encadrement Académique : Karine Basset

Encadrement du Stage : Jennifer Buyck

Nombre de pages : 93 (hors annexes)

Références Bibliographiques : 46

Résumé

Ce mémoire propose une histoire de l'Institut d'urbanisme de Grenoble à travers le prisme de l'engagement et du militantisme. Cette histoire faite à partir d'un regard croisé sur deux moments, 1975 et 2019 permet de mettre en évidence l'émergence de l'UER Urbanisation dans un contexte militant et les tentatives pour s'extraire de ce militantisme. L'institut d'aujourd'hui est marqué par la multiplicité des formes d'engagement et la pluralité des visions de la discipline et du métier d'urbaniste. Ces deux moments sont traversés par des problématiques et remises en question communes.

Abstract

This brief presents a history of the Grenoble Institute of Urban Planning through the lens of commitment and activism. This story based on a cross-examination of two moments, 1975 and 2019, makes it possible to highlight the emergence of the UER Urbanisation in an activist context and the attempts to escape from this activism. Today's institute is marked by the multiplicity of forms of commitment and the plurality of visions of the discipline and profession of planners. These two moments are crossed by common problems and questioning.

Mots-clés : Engagement, Militantisme, Epistémologie de l'Urbanisme, Institut d'Urbanisme de Grenoble, Recherche

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Karine Basset, mon encadrante de mémoire, pour ses retours et son aide constante, merci de ne pas avoir désespéré !

Je voudrais également remercier Jennifer Buyck, ma tutrice de stage, pour le temps et l'aide qu'elle a consacré à mon mémoire et pour ses enseignements sur la prise de parole.

Mes remerciements s'adressent aussi à Nicolas Tixier pour sa bienveillance et l'aide constructive qu'il m'a prodiguée lors des séances de rendu intermédiaire.

Je remercie évidemment tous les enseignants qui ont gentiment accepté de réaliser des entretiens avec moi. Mes questions n'étaient pas simples mais ma gratitude n'en est que plus grande.

Un immense merci à mes collègues de bureau et de laboratoire avec qui j'ai beaucoup partagé.

Merci à mon ami Nicolas, qui m'a toujours aidé et soutenu, qui m'a forcé à venir boire des bières quand il le fallait, c'est un homme bon.

Merci à Anaïs, sa présence sur mon bureau et ses blagues, bien que dénuées d'humour, ont su me donner le sourire chaque jour.

Merci à Louna, les soirées à la Bobine m'ont fait aimer un peu plus la techno.

Merci à Julien dont le sérieux m'a rappelé à chaque instant qu'il allait bien falloir que je m'y mette.

Merci à Yatina pour le vocabulaire créole et son soutien.

Merci à Liudmila pour son soutien.

Merci à Valentin, les débats politiques avec lui m'ont sorti la tête du mémoire.

Merci à Lucas, bien qu'il ne soit pas stagiaire avec nous, sa présence quotidienne dans le bureau nous a tous aidés.

Merci à Amélie et Josefina pour nos échanges nombreux.

Merci à Agathe, à qui je dois une grande partie de mon Master.

Je remercie mes parents pour leur soutien qui ne faillit pas depuis maintenant cinq ans et pour leur relecture minutieuse.

Merci à la Nat', les pintes de Kanter à 3 euros en *Happy Hour* (de 17h à 22h), ainsi que les saucissons et cacahuètes offerts à chaque tournée ont été pour moi un carburant essentiel à ma survie dans ce milieu hostile qu'est celui de la recherche.

Un merci d'avance à mon futur psychiatre et mon futur gastro-entérologue.

SOMMAIRE

Introduction	11
I- Les ingrédients du militantisme à l'UER Urbanisation	15
A- Un contexte politique et universitaire favorisant le militantisme	17
1- La constitution d'un nouveau pouvoir municipal	17
2- L'UER : un appareil du pouvoir.....	21
3- Un système de référence spécifique.....	25
a- Bologne	26
b- L'école de Francfort	26
B- Remise en question du projet.....	29
1- Retour sur le fonctionnement de l'UER.....	29
2- La «Perte de l'objet urbain»	31
3- Une dichotomie pouvoir/savoir.....	33
C- Désengagement et dépolitisation de l'UER	36
1- Modification globale du militantisme.....	36
2- L'essoufflement de la ferveur de mai 68.....	37
3- La place du politique, la place des idéologies.....	39
Conclusion intermédiaire	42
II- L'engagement à l'institut aujourd'hui : analyse du discours des enseignants-chercheurs.....	44
A- Un institut globalement engagé, mais non-militant	46
1- Des postures d'engagement différentes.....	47
2-Engagement visible, engagement invisible	51
3- Le rejet de l'aspect militant	53
B- L'urbanisme, une discipline engagée ?.....	56
1- La place de l'action.....	57
2- La transmission par l'enseignement.....	60
3- Une dichotomie technique/politique.....	66
C- S'engager pour l'institut, vivre à l'institut.....	69
1- S'engager dans les institutions	69
2- Une vie collective en retrait	72
3- La fusion entre urbanisme et géographie, une reconfiguration de l'engagement ?	75
Conclusion intermédiaire	78
Conclusions	81
De l'UER Urbanisation à l'Institut d'Urbanisme : des problématiques transversales	81
Retour critique sur la recherche.....	86
Lexique	88
Bibliographie	90
Entretiens.....	93
Sources.....	93
Annexes	95

Introduction

«C'est uniquement un travail de militant». C'est de cette manière que Jean-François Parent, ancien enseignant de l'UER Urbanisation et aujourd'hui reconnu comme étant un des « concepteurs » de la Villeneuve, décrit la création de ce que sera plus tard l'Institut d'Urbanisme de Grenoble. La question du militantisme et de l'engagement des acteurs de l'Institut est donc une composante fondamentale de cet établissement de formation. Pourtant, une des premières choses qui m'a frappé lors de mon arrivée à l'IUG, est la relative absence de militantisme chez les étudiants. Nous sommes pourtant dans une époque de «sursaut» militant avec la contestation des différents projets de lois des gouvernements Hollande et Macron sur les retraites, le code du travail, la loi relative à l'Orientation et à la Réussite des Étudiants (ORE), le mouvement des gilets jaunes... Lors de ma licence d'Histoire effectuée à Grenoble, une grande partie de mes camarades militait dans différents syndicats étudiants ou organisations politiques principalement de mouvance extrême gauche. Les manifestations sont nombreuses sur le campus. L'évolution de la rivalité entre militants d'extrême gauche et militants royalistes de l'Action Française constitue presque un feuilleton hebdomadaire que l'on peut suivre jusque dans les toilettes du bâtiment Arts et Science Humaines (ARSH), où la «guerre» se mène par graffitis interposés. Je ne suis pas moi-même encarté ni militant mais j'ai tout de même pris part à certaines manifestations avec mes camarades. Ce faible engagement au sein des étudiants était donc une première surprise, encore plus si on le compare avec celui de nos voisins géographes. Je pensais au contraire que l'urbanisme étant proche de la politique, les étudiants montreraient plus de ferveur. Les débats politiques et idéologiques sont tout de même présents mais ceux-ci ne mènent pas à l'action et restent à l'état d'un simple échange d'idées. Il en est de même du côté des professeurs, les prises de positions politiques directes sont plutôt rares : il s'agit plus de postures politiques. Les engagements et idéologies sous-jacentes aux cours dispensés et aux recherches menées sont implicites, les clés de lecture ne sont pas forcément accessibles aux étudiants que nous sommes. Certains de mes anciens professeurs de géographie à l'ARSH affichaient au contraire clairement leurs affiliations et leurs mouvances.

Ces facteurs m'ont poussé à croire que l'engagement et le militantisme sont relativement absents de notre institution.

Durant mon stage, où je travaille au sein du laboratoire Pacte et du LARHRA à la réalisation d'une exposition revenant sur les cinquante ans de l'enseignement de l'urbanisme à Grenoble, j'ai dû travailler sur les origines de l'UER, fondée en 1969. Mes premières lectures, celles de Samuel Martin notamment, m'ont surpris. Le militantisme, dans une mouvance « chrétienne sociale », est en effet central dans la constitution de l'UER. Mes observations de la situation actuelle ne m'ont pas permis de le soupçonner. Ce militantisme particulier répond au contexte spécifique des années 1960.

D'après le Larousse, le militantisme est « l'attitude des militants actifs dans les organisations politiques ou syndicales », un militant est « adhérent d'une organisation politique, syndicale, sociale, qui participe activement à la vie de cette organisation ». Étymologiquement, le terme militant vient du latin *milita* que l'on peut définir par le métier de soldat. Aux origines il est employé pour désigner l'Église militante. Celle-ci correspond à l'église terrestre, ses militants sont les fidèles qui se battent contre leurs tentations et le péché. Cette double origine, à la fois militaire et religieuse, donne au terme un aspect total. Le militant est donc celui qui engage sa vie pour sa cause. L'aspect collectif du terme est aussi fort : le soldat doit faire corps avec son armée, le fidèle, corps avec l'Église. Les ouvrages de Jacques Ion sont une référence essentielle pour comprendre le militantisme et son évolution. Il observe et questionne une crise du militantisme qui commence dans les années 1960 et se prolonge jusqu'au XXI^{ème} siècle. Le militantisme dans sa forme traditionnelle, totale s'étiole pour laisser place à un « engagement distancié »¹, plus individuel, moins figé. (L'image « du timbre au post-it »).² L'engagement peut être défini comme participation à des organisations sociales. L'engagement fait parti des mécanismes de comportement cohérents de l'humain, il peut être conscient ou non, mais répond à un système de valeurs.³ Les années 1960 voient se développer de nombreuses associations et cette croissance est associée à la croissance urbaine et démographique de l'après-guerre. La croissance grenobloise des années 1950 est impressionnante. La ville de Grenoble passe en effet de 100 000 à 163 000 habitants entre 1945 et 1962, soit une

1 ION Jacques, *La fin des militants ?*, Éditions de l'atelier, 1997

2 *Ibid*

3 BECKER Howard, « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, 2006

augmentation de 36%.⁴ La croissance des autres villes de l'agglomération est encore plus forte. L'économie, qui doit son poids aux industries électrométallurgiques est elle aussi en plein essor. Cette explosion à la fois démographique et économique crée des problèmes d'urbanisation. Ces nouvelles associations sont centrées autour du cadre de vie et du quartier comme les Groupes d'Action Municipale (GAM). Le premier GAM est celui de Grenoble, créé en 1963. Ses membres sont pour la plupart issus d'associations d'éducation populaire comme Peuple et Culture et liés au mouvement chrétien social comme Nouvelle Vie.⁵ Lors des élections municipales de 1965, le GAM de Grenoble mené par Hubert Dubedout – ingénieur au Centre d'études nucléaires - s'allie au Parti Socialiste Unifié (PSU) et à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Le PSU est fondé en 1960 en se positionnant comme une alternative à la SFIO qui soutient alors la Guerre d'Algérie et au Parti Communiste Français (PCF) : il s'agit de la nouvelle gauche. Les objectifs du PSU et du GAM se rejoignent en de nombreux points. Ces deux organisations militent pour un renversement du pouvoir sur la ville. La politique française d'après-guerre est en effet une politique centralisée qui ne laisse que peu de place aux pouvoirs locaux. Ce sont les administrations d'État qui ont le plus de pouvoir sur la ville. Les militants des GAM et du PSU accordent une grande importance à la politique urbaine et à la planification. L'aspect technique des collectivités est donc pour eux primordial afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans l'urbanisme de la cité.⁶ Cette vision nouvelle de l'urbanisme se fait en opposition à celle proposée par le mouvement moderne qui est exclusivement une vision d'architecte. Les militants du GAM et du PSU proposent une nouvelle approche qui peut être qualifiée de «réactionnaire». Cette vision pluridisciplinaire donne une grande importance à la concertation des habitants. Elle se matérialise à Grenoble par le rejet du Plan Bernard, commandé en 1962 par l'État. Ce plan de l'architecte Henry Bernard propose un aménagement fonctionnaliste et moderniste qui ne prend que peu en compte l'existant et se focalise sur le site, proposant une ZUP qui crée une nouvelle centralité. La liste de Dubedout est finalement élue en 1965. La municipalité met en place une nouvelle politique beaucoup moins

4 FRAPPAT Pierre, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

5 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

6 JOLY Jacques, *Formes urbaines et pouvoir local : le cas de Grenoble des années 60 et 70*, Presse Universitaire du Mirail, 1995

dépendante de l'État, plus autogestionnaire. Dans cette quête de pouvoir municipal, est créée en 1967 l'Agence d'Urbanisme de Grenoble (AUG). Elle permet à la municipalité d'exercer une certaine maîtrise sur l'urbanisation et d'échapper à la mainmise de l'État. Est ensuite fondée en 1969, l'Unité d'Enseignement et de Recherche (UER) Urbanisation qui peut être considérée comme l'appareil de formation de cette nouvelle génération d'urbanistes pluridisciplinaires voulu par les militants des GAM et du PSU nouvellement élus. L'UER fait partie intégrante du «mythe du laboratoire urbain grenoblois» qui correspond aux mandats de Dubedout, soit 1965-1983. Ce mythe profite en grande partie de la médiatisation des Jeux Olympiques de Grenoble de 1968 qui ont été obtenus en 1963, par le maire Gaulliste Albert Michallon. Ils mettent en effet en lumière la politique municipale grenobloise et servent d'accélérateur financier pour sa réalisation. Le mythe s'appuie sur un triptyque université-recherche-industrie. Grenoble est par exemple présentée par l'Express comme la «ville où il fait le meilleur vivre». Le mythe est néanmoins «blessé»⁷ dès les années 1970 puisque Grenoble subit les crises successives. Son image de ville en avance, à la pointe de la technologie cache d'autres réalités moins reluisantes. Ces éléments sont le fait d'hommes qui s'engagent, notamment à l'UER Urbanisation.

Comment se formule cette question de l'engagement et du militantisme à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble ?

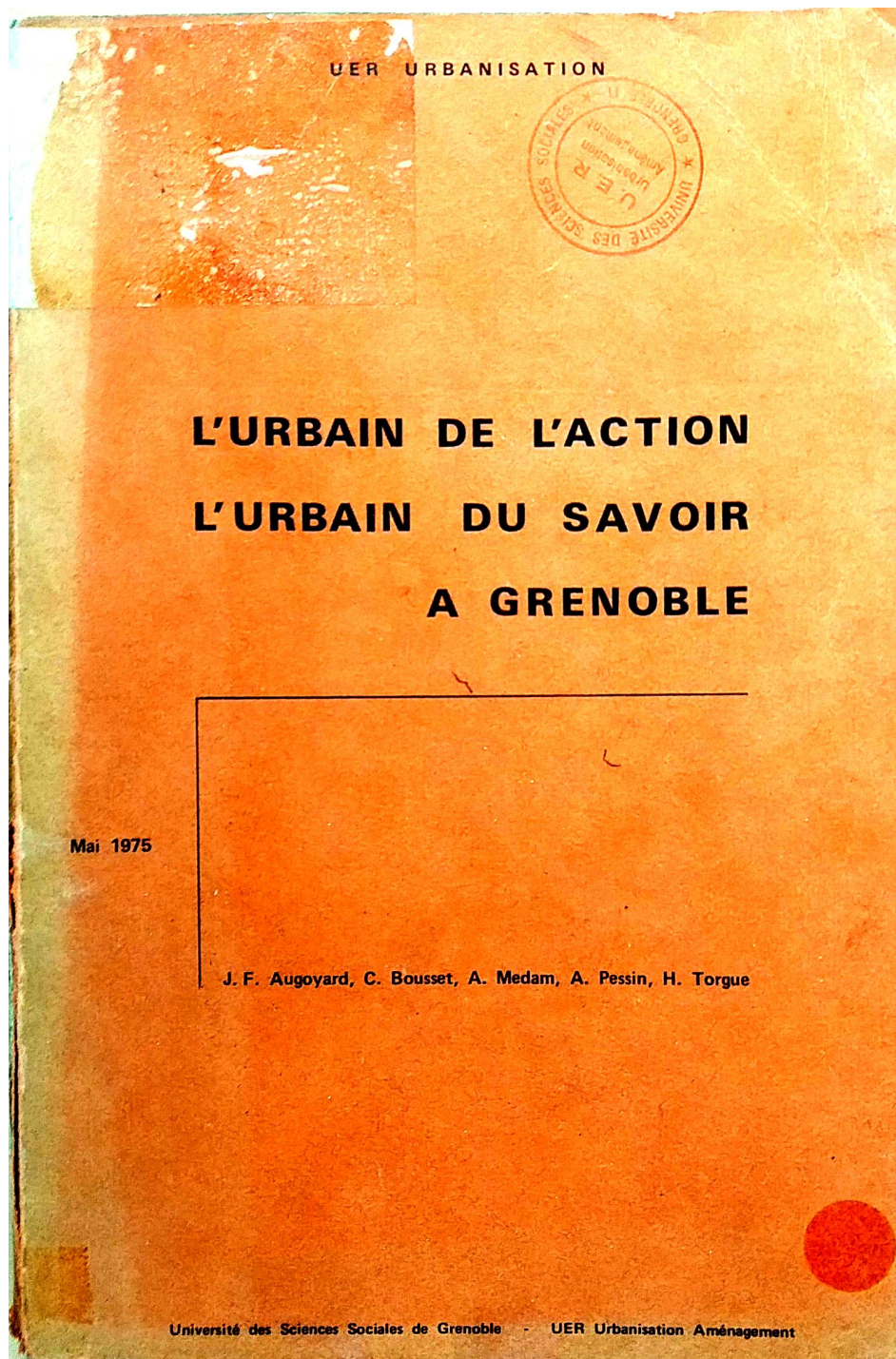
Certains éléments contextuels peuvent expliquer qu'un militantisme se soit exprimé à l'IUG. L'évolution du contexte peut engendrer l'apparition de nouvelles formes d'engagement. Ce ressenti de moindre engagement à l'Institut est peut-être lié à la discipline, il peut également s'agir d'engagements invisibles. Il s'agira donc de s'intéresser tout d'abord aux sources du militantisme à l'UER pour ensuite analyser les modalités et la visibilité de l'engagement aujourd'hui. Pour répondre à cette question plusieurs sources sont disponibles. Le rapport *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble* permet de retracer le militantisme des origines vu de l'intérieur, il est croisé avec des entretiens menés par Jennifer Buyck avec d'anciens étudiants et professeurs de l'UER. Les travaux réalisés à l'Institut comme les ateliers permettent d'identifier les enjeux formulés. Enfin différents entretiens semi-directifs menés personnellement avec des enseignants-chercheurs de l'IUG permettent d'avoir une vision de la question de l'engagement aujourd'hui.

⁷ FRAPPAT Pierre, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

I- Les ingrédients du militantisme à l'UER Urbanisation

La première source importante permettant de saisir de l'intérieur le contexte militant et l'engagement au sein de l'UER Urbanisation dans ses premières années est un rapport paru en 1975 : *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble*. Il s'agit d'une commande du ministère de l'aménagement et du territoire, de l'équipement et des transports pour le marché portant sur «L'animation et la coordination d'une série de recherches sur les modes d'appréhension de la question urbaine : du point de vue des praticiens de la planification». La réalisation de cette analyse associe un chercheur, Alain Medam, et des étudiants, Jean-François Augoyard, Christian Bousset, Alain Pessin et Henry Torgue. Alors que la commande réclame avant tout une approche de l'appréhension des «praticiens», les rédacteurs ont également fait le choix d'intégrer la question pédagogique en mettant l'UER Urbanisation comme un lieu où de futurs «urbanisés» effectueront soit une activité opérationnelle soit une activité de recherche. Ce rapport de recherche, associant étudiants et chercheurs, constitue en lui-même une expérience pédagogique. L'UER fait donc partie intégrante du paysage de la politique urbaine de Grenoble des années 70. Une première dichotomie est instituée dès le titre de l'ouvrage : l'action et le savoir. Le texte, bien que divisé en deux grandes parties : «profession : opérationnelle» et «l'amphithéâtre égaré», questionne le passage du « savoir » à « l'action », mais aussi parfois le recours au «savoir» pour «l'action». L'action est donc ici fondamentalement liée à la pratique. Il est question d'urbanisation et non d'urbanisme en tant que discipline. Cela signifie une forme de rejet de l'urbanisme alors en place en France dans les années 1960, l'urbanisation est l'action d'urbaniser. L'urbanisation concerne «les planificateurs, les urbanistes, les architectes, les animateurs, les politiques, les notables, les militants». Elle s'applique au champ de l'urbain, donc à la ville, et au processus d'urbanisation. Le rapport dresse également un bilan des premières années de pédagogie à l'UER Urbanisation en posant de nombreuses questions autour du rôle politique des enseignants. Il est en ce sens essentiel pour la recherche menée ici. D'un point de vue méthodologique, les auteurs ont interrogé des opérationnels et des enseignants : leurs réponses sont retranscrites puis analysées. Des questionnaires ont également été distribués aux étudiants. Le contexte de

l'urbain de l'année 1975 à Grenoble, sujet d'étude du rapport, est présenté comme celui d'une dépolitisation des étudiants et des opérationnels concomitante à la montée d'une vision plus « lucide » sur les pratiques et les savoirs. Les années 1970 font en effet suite à un contexte politique et militant très particulier en France mais aussi à Grenoble. Des entretiens menés par Jennifer Buyck avec Henry Torgue, Gilles Novarina, Jean-François Parent et Yves Chalas, tous anciens étudiants, sont également mobilisés.



Couverture du rapport *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble*
Source personnelle

A- Un contexte politique et universitaire favorisant le militantisme

1- La constitution d'un nouveau pouvoir municipal

Pour comprendre l'importance de la question militante de l'UER Urbanisation, il est nécessaire de replacer sa création dans son contexte et de la repositionner au sein du pouvoir municipal. Le contexte militant des années 1960 favorise la création de l'UER. La France a une conception particulière de l'espace public républicain, l'opposition entre communauté et société s'ajoute à l'opposition entre le privé et le public. Rien ne doit donc s'interposer entre le citoyen et la nation.⁸ Cette idée de lien direct entre le citoyen et la nation ne s'applique pas totalement dans la réalité des faits mais reste centrale dans la compréhension des groupements militants. Cette opposition entre centralisme et localisme déjà évoquée dans les ambitions politiques du PSU et des GAM se retrouve également dans l'histoire du militantisme des années 60. Ces années sont en effet marquées à l'échelle nationale par une effervescence du milieu associatif. Les travaux du CNRS et de l'observatoire du changement social et culturel montrent une forte expansion et une multiplication des mouvements associatifs dans les années 1960.⁹ Ce développement est associé à la croissance urbaine et démographique. Ces associations sont centrées autour du cadre de vie, du quartier. Ces nouveaux militants sont majoritairement issus de la classe moyenne supérieure. Leurs idées s'opposent à la vie politique traditionnelle («critique de la démocratie par délégation, valorisation du «local» de la «participation», etc»)¹⁰ L'organisation de ces groupements fait primer un système «fédéral» face à un système centralisé.

Les militants du Grenoble des années 60-70 et ceux ayant participé à la création de l'UER Urbanisation appartiennent à la mouvance de la nouvelle gauche, la gauche chrétienne-sociale plus particulièrement. Leurs réseaux sont en partie issus de la Résistance.¹¹ Cette double appartenance, correspond à la double origine du mot «militant». Maryvonne Prévot qui étudie les militants

8 ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'atelier, 1997

9 *Ibid*

10 *Ibid*

11 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

chrétiens dans la fabrique de la ville de 1960 à nos jours ne parvient pas à identifier un militant chrétien type. Elle met néanmoins en évidence chez eux la primauté de l'action, notamment par la pratique opératoire, sur la théorisation intellectuelle de la ville.¹² Ces militants ont contribué au développement des outils techniques de l'urbaniste, élevant ainsi l'urbanisme au rang de «pratique». Cette approche par l'action n'affiche pas directement les fondements idéologiques des militants.

Le contexte des années 60 est un contexte spécifique. À l'échelle nationale la gauche s'oppose au gaullisme et innove. La SFIO est en même temps sur le déclin et un besoin d'une plus grande démocratie se fait sentir, en rejet du système politique de l'après-guerre. Cela facilite l'éclosion d'une nouvelle forme de politique locale qui «plonge ses racines idéologiques dans la Résistance.»¹³

Grenoble fait presque figure d'exception dans les villes de moyenne envergure (165 000 habitants en 1968)¹⁴ par la cohérence politique de son projet de développement qui s'étale sur une vingtaine d'années. La liste élue en 1965 de Dubedout, de mouvance nouvelle gauche, rassemble des membres de la SFIO, du PSU et des GAM dont il est le leader. Le PCF n'en fait pas partie et n'est associé qu'en 1977. La méthode employée pour répondre aux exigences des JO et aux besoins de la ville «repose sur le triptyque : Etudes, programme, plan masse». L'urbanisme et l'aménagement sont leurs principaux thèmes d'innovations. Les acteurs de ces innovations sont pour la plupart issus des couches moyennes et néo-grenoblois. Les jeunes cadres sont très présents et représentent jusqu'à 21,2% des actifs en 1962. Ils sont notamment attirés par le Centre d'études nucléaires (CENG), le CNRS, l'université...

Les élus accordent une grande importance à la politique urbaine et à la planification. L'aspect technique des collectivités est pour eux primordial afin que ces collectivités puissent jouer pleinement leur rôle dans l'urbanisme de la cité. Ces nouveaux élus sont pour une grande partie d'entre eux issus de la mouvance chrétienne sociale, ils ont une pratique militante et une vision de l'avenir de Grenoble. Le PSU est constitué de nombreux universitaires et

12 PREVOT Maryvonne. «Les militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la ville des années 1960 à nos jours : un objet pertinent ?», *L'Information géographique*, vol. 76, pp. 11-27, 2012

13 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

14 FRAPPAT Pierre, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

de personnels des grandes entreprises de la ville. GAM et PSU ont leur lot de convergences et divergences. Ces deux groupements désirent un renforcement et un changement de la démocratie. La question urbaine est, elle aussi, centrale. L'échelle d'ambition n'est cependant pas la même. Le PSU, en tant que parti politique, a une ambition globale et nationale. Les GAM restent quant à eux avant tout locaux. Les moyens pour arriver à leurs ambitions diffèrent eux aussi. Les membres des GAM pensent qu'il faut intégrer le citoyen dans l'administration quotidienne à l'échelle du quartier. Le PSU considère plutôt les «organisations de la sphère du travail»¹⁵ comme plus importantes. D'autres courants d'idées sont au centre du projet politique grenoblois: une revendication d'une plus grande autonomie locale tant financière, la démocratisation culturelle. Le dernier courant d'idées est celui de la communauté : «une ville n'est pas faite de spectateurs mais d'acteurs». Cette volonté d'autogestion et de décentralisation affirmée par Dubedout lui-même fait de Grenoble un espace de débat, un «laboratoire d'idées». La municipalité de Grenoble fait de l'urbanisme un outil qu'elle veut maîtriser afin d'augmenter son autonomie et de gérer convenablement son expansion territoriale. La commune devient le principal acteur et le principal centre de pouvoir en matière de développement urbain.

Le contexte local lors de l'arrivée au pouvoir de Dubebout rend nécessaire la maîtrise de l'espace urbain. Grenoble accuse un retard sur ses équipements, son agglomération compte 300 000 habitants mais elle ne peut que répondre aux besoins de 80 000 d'entre eux.¹⁶ Trois dossiers sont déjà en cours : le Plan Bernard réalisé en 1963, la création d'une ZUP en 1961 et les Jeux Olympiques de 1968, obtenus en 1964. La ville a donc tout intérêt à s'intéresser à son évolution urbaine.

La politique mise en place par la municipalité est à l'époque un renversement du pouvoir sur la ville. La politique française d'après-guerre est en effet une politique centralisée, qui ne laisse que peu de place aux pouvoirs locaux. Ce sont les administrations d'Etat qui ont le plus de pouvoir sur la ville. Ce retournement n'est possible que par «l'irruption sur la scène locale d'une gauche en partie renouvelée qui pose explicitement les problèmes de la gestion urbaine et de l'établissement des rapports normaux entre la Ville et

15 ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'atelier, 1997

16 Hubert DUBEDOUT

l'Etat.»¹⁷ Les JO servent également d'accélérateur financier mais ils permettent aussi d'établir de nouveaux liens entre les pouvoirs de l'Etat et les pouvoirs municipaux. Dans un contexte plus global, les années 60 sont une période de redéfinition de ces rapports, comme en témoigne la loi d'orientation foncière de 1967 qui fait apparaître la question de la concertation dans la conception des documents d'urbanisme. Elle établit les Plans d'Occupation des Sols (POS) et les Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme. Le ministère de l'Équipement est lui aussi créé en 1967 après la fusion des ministères de la construction et des travaux publics.

Le slogan du PSU : «changer la vie, changer la ville» illustre bien l'importance donnée à l'urbanisation. La municipalité fait de la ZUP une priorité «parce qu'elle concerne le cadre de vie de ses habitants»¹⁸ ce qui fait de Grenoble une quasi exception dans le paysage municipal français. Cela se manifeste par le rejet, par la ville, du Plan Bernard en 1966. Ce plan est élaboré par l'architecte Henry Bernard après que l'État lui en a fait la commande en 1962. Il propose un aménagement très fonctionnaliste de Grenoble sans prendre en compte l'existant et en se focalisant sur le site. Durant sa réalisation, l'architecte ne fait presque pas appel à la ville et travaille avec son «atelier d'urbanisme». L'opposition de la mairie questionne les formes urbaines du projet et son principe théorique fonctionnaliste. Elle déplore le manque d'études préalables. Cette importance donnée à l'urbanisme et à la planification est liée au contexte national et international qui favorise le changement d'échelle du pouvoir sur l'urbanisation. La municipalité marque donc une rupture avec l'urbanisme que propose l'architecture, un «urbanisme de maquette» d'après Jean Verlhac, premier adjoint de Dubedout de 1965 à 1983 et enseignant à l'UER.¹⁹

Afin de parachever cette rupture, la municipalité crée en 1966 une agence municipale d'urbanisme qui remplace l'atelier d'urbanisme privé formé autour de Henry Bernard. Il s'agit d'une des premières agences en France. Cette décentralisation des compétences urbaines est approuvée par le ministère de l'Équipement qui y voit son caractère expérimental et reconnaît le relatif échec des plans élaborés sans concertation à l'échelle des pouvoirs locaux.

17 JOLY Jacques, *Formes urbaines et pouvoir local : le cas de Grenoble des années 60 et 70*, Presse Universitaire du Mirail, 1995

18 *Ibid*

19 *Ibid*

Cette agence reprend le flambeau sur le développement de la ZUP qui devient la Villeneuve de Grenoble-Échirolles. Elle travaille également sur la rénovation du centre ancien, le programme d'équipement et la préparation des Jeux Olympiques. Sa particularité est sa pluridisciplinarité, héritée de l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA) qui s'oppose encore à la figure de l'architecte comme seul réalisateur de la ville. Pour la municipalité Dubedout, l'urbanisme est à mi-chemin entre le technique et le politique. Elle entend intégrer la question sociale et démocratique dans le processus de conception de la ville. Des anciens services municipaux dont l'ancienne municipalité ne s'occupait plus sont repris. Les élus doivent eux aussi faire l'objet d'une formation plus poussée. Dans la foulée est créée «l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale» (ADELS) qui publie la revue *Correspondance municipale*, actuellement *Territoire*.

Différentes personnes forment le cœur de cet atelier : les architectes Giacometti et Zanassi ainsi que les élus Blanc et Sicard qui ont un rôle d'intermédiaire. Les architectes sont influencés par la revue *Forum* créée par Jacques Allégret, fondateur de l'AUA.²⁰ Dans cette revue sont promues la pluridisciplinarité, l'indépendance vis à vis de l'Etat ainsi que le mouvement moderne.²¹ Les intentions de la municipalité dans la création de l'agence peuvent être résumées ainsi : pluridisciplinarité, responsabilité des collectivités locales, participation habitante.²²

Le prolongement de cette mise en place du pouvoir municipal est la création de l'UER Urbanisation.

2- L'UER : un appareil du pouvoir

La politique municipale de Grenoble fonctionne grâce à un réseau de citoyens engagés. De nombreux individus investis dans ce pouvoir municipal se retrouvent dans la fondation de l'UER en 1969. Cette fondation s'inscrit elle aussi dans un contexte spécifique. La pratique professionnelle des urbanistes

20 BUYCK Jennifer, MARTIN Samuel, PREVOT Maryvonne, ROMANO Fleur, «Genèse des formations en urbanisme en France : Grenoble un "laboratoire urbain" pas comme les autres ?», *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, 2018

21 BLIN Pascal, *L'AUA, mythe et réalités : l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, 1960-1985*, *Electa Moniteur*, 1988

22 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

se voit transformée dans les années 60. En effet, la réforme Pisani de 1967, qui permet la réalisation de documents d'urbanisme, change les missions des professionnels de l'urbanisme. Avant cela, ce sont principalement les architectes qui s'occupent de réaliser les schémas directeurs (cf Plan Bernard à Grenoble). Les formations en urbanisme font partie de la Société Française des Urbanistes (SFU) qui est presque en situation de monopole. Les bureaux d'études se développent et changent la pratique opérationnelle, ils s'ouvrent à la pluridisciplinarité. C'est notamment le cas du Bureau d'études et de réalisations urbaines (BERU) et de l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA) qui se créent autour de l'année 1960. Ils s'opposent aux beaux-arts et adhèrent au mouvement moderne.

«Pour la SFU «urbaniste» est un nom, pour les candidats aménagistes, c'est un adjectif, on aura des sociologues-urbanistes, des géographes-urbanistes... C'est contre une conception de l'urbaniste démiurge, dépositaire de la sensibilité, créateur du beau, que les techniciens des équipes pluridisciplinaires s'appliqueront à faire l'inventaire le plus complet possible des informations qu'il faut connaître sur une ville pour être capable d'en dessiner le développement.»²³

Cette pluridisciplinarité permet donc d'accumuler un plus grand nombre de connaissances sur la ville et de multiplier les approches sur l'urbain. Cette volonté de savoir se répercute sur l'appareil de formation des urbanistes.

La formation en urbanisme connaît d'ailleurs une crise. Dès la fin des années 60 se pose la question de l'enseignement de l'urbanisme en France : des articles du Monde font l'écho de ce problème. Des grèves ont lieu en 1968 à Paris pour que l'IUP de la rue Michelet soit modernisé. Un nouvel institut est créé en dans la même année, place Dauphine. Il s'agit d'une UER qui est ensuite déplacée à Créteil. Son directeur est également directeur du GAM à Hérouville, ce qui témoigne d'un lien déjà présent entre les GAM et les Instituts d'Urbanisme.²⁴

Les élèves de l'IUP en 1968 sont mécontents de leurs conditions d'études, ils craignent également que l'enseignement de l'urbanisme « échappe à

23 VERDES-LEROUX Jeanne, *Les candidats aménageurs dans une organisation en quête d'organisation : le service technique central d'aménagement et d'urbanisme*, copedith, 1972

24 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

l'université au profit d'un Ministère technique ». Dans cette perspective, ils sont également partisans d'un urbanisme pluridisciplinaire, au croisement des sciences humaines et sociales. Ces revendications sont écoutées et en décembre 68 sont créés les instituts de Paris-Vincennes, Grenoble, Aix-en-Provence et le CESA de Tours. Pour Grenoble, Aix, et Dauphine le recrutement se fait en 3ème cycle pour Tours et Vincennes il s'agit d'un recrutement en 1er cycle.

Parallèlement, L'ENPC dispense toujours un enseignement en urbanisme et l'IEP de Paris forme un cycle supérieur de spécialisation en aménagement et urbanisme.

«Toutes ces formations se veulent pluridisciplinaires et privilégient les enseignements concrets (séminaires, études de cas, stages) par rapport aux cours magistraux (conférences). L'obtention des diplômes est conditionnée par la rédaction de plusieurs mémoires, courts ou longs. Enfin la formation continue n'est pas ignorée puisqu'à Grenoble est prévu un cycle court pour les praticiens ou les élus locaux.»²⁵

La question de la création d'un enseignement de l'urbanisme à Grenoble se pose dès 1968. Les objectifs initiaux affichés de l'institut sont la formation initiale, la formation continue ainsi que la recherche. La formation continue est nécessaire à la municipalité pour former ses élus à sa nouvelle politique. Il est fait mention de cette volonté à deux reprises dans la revue *Urbanisme*. La Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) et l'AUA ont passé un contrat pour la «préfiguration d'un Institut d'urbanisme grenoblois».

La réforme E.Faure²⁶ votée à la suite des événements de mai 68, portant sur l'autonomie des universités, permet elle aussi la création de l'UER.

La création de l'institut est impulsée par l'Université de Grenoble, ce qui est «une première en province».²⁷ Jean-Louis Quermonne, alors professeur

²⁵ MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

²⁶ Cette loi accorde plus d'autonomie aux établissements universitaires. Les facultés sont supprimées et les Unités d'Enseignement et de Recherche sont créées. Est également constitué le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche regroupant des délégués des étudiants, du personnel administratif, des techniciens, des élus, des entrepreneurs et des syndicalistes.

²⁷ MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de*

en sciences politiques, est le premier instigateur du projet. Jean Verlhac, premier adjoint au maire et Claude Domenach, enseignant à l'IUP en sont les réalisateurs. L'UER est autonome et possède son propre nom. D'autres disciplines telles que le droit, la géographie, les sciences politiques et les sciences économiques ont néanmoins désiré s'y rattacher. L'UER Urba est une des 12 composantes de la nouvelle faculté. La géographie préfère rejoindre l'université des sciences.

La création de l'institut s'inscrit dans une volonté d'émancipation de la municipalité et des structures intercommunales vis à vis de l'Etat. Elle découle d'un contexte spécifique qui a permis les liens entre la municipalité et ses services, l'agence et l'Etat. Elle est aussi liée au militantisme de ses fondateurs. Un article du Progrès titre ainsi : «Présentation de l'UER d'urbanisme : une innovation universitaire grenobloise, mais de portée Nationale». La médiatisation de ce projet témoigne de son importance mais aussi de sa place dans le laboratoire urbain grenoblois.

Qui sont donc les acteurs de la fondation de l'UER, quelles sont leurs orientations politiques, quels sont leurs liens avec la municipalité ?

Les différents partenaires de la création de l'UER sont les suivants : Agence d'Urbanisme de Grenoble, Atelier d'Urbanisme et d'Architecture, Centre de Recherche sur l'Aménagement du Territoire (CERAT), École d'Architecture de Grenoble, UER Économie, Institut Mathématique Appliquée aux Sciences Sociales, IEP, mais aussi : Organisme Régional d'Étude et d'Aménagement d'Aire Métropolitaine (OREAM), Communauté Urbaine et Université de Lyon, Université de Besançon, l'Agence d'Urbanisme et un centre de recherches de Dijon.²⁸

Parmi ces partenaires institutionnels se retrouvent plusieurs individus liés politiquement. Ainsi le directeur de l'IEP, Jean-Louis Quermonne, déjà évoqué, est aussi le directeur du CERAT au sein duquel travaillent des membres du GAM ayant participé à l'élection de Dubedout.²⁹ Il nomme Jean Verlhac premier directeur de l'UER. Ce dernier est un des membres fondateurs du PSU et l'adjoint à l'urbanisme de Dubedout. Il demande à Jacques Allegret, le fondateur de l'AUA, son soutien pour la création de l'UER. Christian Lacroix,

Grenoble, 2017

28 Archives de l'UER

29 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

co-fondateur de l'UER et enseignant est un membre du PSU. Jean-François Parent, enseignant, n'est pas membre du PSU, mais «pas loin» de son propre aveu.³⁰

L'emplacement de l'UER n'est pas non plus anodin. Elle s'installe rue Lesdiguière dans des locaux de la mairie. Cela lui permet d'affirmer son indépendance vis à vis de l'université en s'installant hors du campus tout en signifiant ses liens avec la municipalité.³¹

Tous ces individus sont donc liés à la fois par l'enseignement mais surtout par la politique. Il s'agit d'un réseau constitué qui est souvent appelé «la bande à Verlhac».

Au niveau du ministère le réseau joue aussi. Un des conseillers du ministre de l'Équipement est Max Stern, le fondateur du BERU. Il connaît Verlhac et emploie plusieurs futurs enseignants de l'UER qui sont Alain Medam, Bernard Archer, et Louis Couvreur. Cette relation a pu fortement jouer pour l'obtention de subventions auprès du ministère.³² Toutes ces personnes partagent certaines influences intellectuelles.

3- Un système de référence spécifique

Pour comprendre les engagements et le militantisme des origines du personnel de l'UER il est judicieux de s'intéresser à leur système de référence, à ce qui les inspire, tant sur l'idéologie que sur la mise en place d'une politique municipale. La Villeneuve est par exemple la marque d'une «tentative de réconciliation» entre ville et architecture. Cette volonté serait le résultat d'une réaction face au fonctionnalisme et au modernisme. L'urbanisme français des années 1960 est en effet très proche de l'architecture. Dans une visée fonctionnaliste, il ne fait que tenter de répondre aux besoins de la société : «l'espace urbain était conçu comme une trame d'organisation des décisions et un support des modèles géométriques industrialisés du logement de masse.» La nouvelle municipalité s'oppose radicalement à cette vision issue du courant moderniste comme écrit dans le rapport : «N'est-il pas singulier, en

30 Entretien avec Jean-François PARENT, 2016

31 ROMANO Fleur, *Débattre de l'urbanisme : histoire de l'IUG*, mémoire de master en sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jennifer Buyck, IUGA, 2017

32 MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

effet, que l'urbanisme soit très généralement entendu comme un processus de production de formes [...] et guère comme processus de production et de reproduction de forces ?».

a- Bologne

Pour renverser ce processus, les acteurs de la municipalité et de l'UER s'inspire de l'exemple de la ville de Bologne, en Italie. Ce sont en effet 20 pages qui sont consacrées à la politique municipale de Bologne dans le rapport. Les auteurs du rapport ont participé, comme ils l'expliquent, à un voyage organisé par l'association Peuple et Culture. Ce voyage regroupe des opérationnels de l'Agence d'Urbanisme de Grenoble. L'objectif des auteurs en participant à ce voyage est découvrir ce qu'il qualifie «d'utopie». Cette ville est contrôlée par les communistes de 1945 à 1990, le pouvoir local s'oppose lui aussi à l'architecture et l'urbanisme fonctionnel. Cela se traduit par deux éléments importants : la préservation et la réhabilitation des vieux quartiers et la mise en place des *Consigli di quartiere* (conseils de quartier).³³ Ces deux caractéristiques se retrouvent à Grenoble. Les conseils de quartiers peuvent être assimilés aux GAM et dès 1969 l'AUG entame une réflexion sur une politique de réhabilitation des vieux quartiers, un service des vieux quartiers est créé en 1975.³⁴ Le rapport présente Bologne comme un modèle à suivre, il revient sur la mise en place des nouvelles institutions tout en proposant une réflexion critique sur le jeu de pouvoir et les oppositions des forces politiques de Bologne. L'inspiration des acteurs municipaux de Grenoble est donc palpable. Bologne a d'ailleurs été un exemple pour beaucoup d'autres et son modèle a largement été importé. Grenoble et Bologne sont ainsi deux villes laboratoires, deux villes d'expérimentations.

Un autre référentiel d'idées apparaît dans un des entretiens du rapport. Un professeur déclare ainsi :

«Il y a discussion possible entre l'école de Francfort, le PCF et le PSU, par exemple»

Extrait du rapport p.234

33 CERVELLATI Pier Luigi, SCANNAVINI Roberto, DE ANGELIS Carlo, *La nouvelle culture urbaine : Bologne face à son patrimoine*, Seuil, 1981

34 WAETCHER Pierre, *Grenoble : un laboratoire urbain ? Mythes et réalités. La politique municipale des vieux quartiers*, 2013

b- L'école de Francfort

L'école de Francfort est un mouvement associé à l'Institut de recherche sociale de Francfort. L'appellation apparaît dans les années 1950. Ce courant de pensée est lié à un groupe d'intellectuels dont font notamment parti Mark Horkheimer, Erich Fromm, Walter Benjamin. Le courant développe des idées en philosophie sociale et en théorie critique, il est considéré comme étant néo marxiste, il critique donc le système capitaliste. La philosophie sociale fonde son approche sur les rapports sociaux, la politique faisant partie intégrante de la vie sociale. La théorie critique a pour ambition de faire une critique de la société à partir des connaissances établies en sciences sociales et de la littérature. L'école de Francfort est donc par essence pluridisciplinaire.³⁵ Les travaux menés par la municipalité peuvent être perçus comme une tentative d'application de certains préceptes et de certaines approches de l'école de Francfort comme la pluridisciplinarité ou l'importance du cadre de vie. Difficile de savoir en revanche si des liens et des rapprochements concrets ont effectivement eu lieu entre l'École de Francfort et l'UER. L'ouvrage de Jürgen Habermas, *La Technique et la science comme "idéologie"*, est ainsi utilisé à de nombreuses reprises comme référence dans le rapport *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir* à Grenoble, dans un chapitre sur la connaissance de l'urbaniste. Jürgen Habermas est un des membres de l'école de Francfort, son ouvrage est sorti en 1973, soit deux ans avant la parution du rapport. Max Horkheimer, autre membre éminent de l'école de Francfort est lui aussi cité. Cela montre bien l'intérêt des membres de l'UER pour cette école. Il est également à noter que ce courant est proche de la psychanalyse puisque la fondation de l'Institut de recherche sociale se fait avec la formation de l'Institut de Psychanalyse de Francfort.³⁶ Le rapport fait aussi la référence à Françoise Lugassy, psychologue et philosophe fortement imprégnée par la psychanalyse. Il semble donc que l'approche psychanalytique, très en vogue à cette période, fasse partie du contexte intellectuel des acteurs municipaux grenoblois. Cornelius Castoriadis, psychanalyste et philosophe travaillant sur la démocratie radicale et le monde postmoderne fait lui aussi partie des références, avec son livre *Le monde morcelé* paru en 1972. Il est intéressant de noter que les deux références, Habermas et Castoriadis, offrent une vision

35 ASSOUN Paul-Laurent, *L'École de Francfort*, PUF, 2001

36 *Ibid*

critique de la technocratie. La ville de Bologne quant à elle adopte une politique municipale ayant pour objectif un arrêt sa croissance. Ce système de référence employé par les auteurs du rapport tranche donc avec une partie de la politique municipale de Hubert Dubedout. Celui-ci a en effet fortement promu les sciences dites «dures» et son premier mandat tire profit de la croissance démographique et économique de Grenoble pour réaliser de nombreux nouveaux bâtiments et institutions.

Le militantisme à l'UER repose donc sur plusieurs ingrédients. Il est tout d'abord lié à un pouvoir municipal en quête d'autonomie qui place certains de ses membres au sein d'Urba. Il s'appuie sur un contexte politique nouveau qui émerge en réaction à l'urbanisme moderne proposé jusqu'ici. Il est le fruit d'un réseaux d'individus partageant la même vision de ce que doit être la formation en urbanisme. Pourtant le consensus idéologique de la fondation est vite remis en question.

B- Remise en question du projet

Les objectifs de la création de l'UER sont fortement liés à ceux de la municipalité, cependant les premières années d'exercice confrontent le personnel à la réalité de la pédagogie et de l'enseignement de l'urbanisme. Cette double confrontation, entre ambition et réalité et entre enseignants et étudiants, altère le projet initial de l'UER.

1- Retour sur le fonctionnement de l'UER

Le travail d'archive de Fleur ROMANO a permis de mettre au jour le fonctionnement des cours de l'UER. Celle-ci propose jusqu'en 1975 une formation de 3ème cycle permettant aux étudiants de préparer une thèse en groupe. L'emploi du temps y est plutôt léger, il est affiché chaque semaine dans le hall. Cette affichage mural semble avoir une importance particulière à Urba puisque le questionnaire destiné aux étudiants dans le rapport de recherche *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble* y consacre une question : «Que penses-tu de l'affichage mural à Urba ?». L'emploi du temps type propose des réunions pédagogiques, des séances d'informations (Jacques ION a d'ailleurs participé à l'une d'entre elle), des séminaires et des études de cas de terrain. Des temps de grève sont également prévus.³⁷ Ce format, principalement centré autour des séminaires, s'éloigne du cadre de l'enseignement universitaire "classique". Cela permet et favorise le débat entre les étudiants et les professeurs. Certains séminaires sont menés par des intervenants extérieurs. Comme en témoigne Henri Torgues, arrivé à l'UER en 1972 :

«Il y avait un côté forum dans lequel, l'implication des étudiants n'était pas du tout minorée. On était quand même, comme je vous disais tout à l'heure, à une époque où il y avait une très grande porosité entre le savoir que l'on a appris ou en train de se construire et puis l'opinion de ville, la critique de la ville, on pourrait dire l'opinion politique. Donc les deux se mélangeaient, mais non plus en termes d'idéologies, comme ça avait été le cas les années

37 ROMANO Fleur, *Débattre de l'urbanisme : histoire de l'IUG*, mémoire de master en sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jennifer Buyck, IUGA, 2017

précédentes pour moi, mais en termes concrets, sur des sujets précis, sur la ville, sur sa construction, sur sa fabrique, sur sa perception, son appropriation, etc.»³⁸

Ce témoignage et l'emploi du terme «forum» montrent bien l'importance du séminaire et son caractère fortement politisé. Les idéologies semblent avoir laissé leur place à un regard plus concret et ciblé sur la ville. Henry Torgue révèle également que les professeurs assistent aux séminaires de leurs propres collègues, ce qui permet d'enrichir encore le débat, mais aussi de révéler des confrontations internes à l'UER. Cependant, les sujets des débats et leurs orientations sont choisies d'avance :

«S'il y a un classement à faire parmi les enseignants, il est d'ordre idéologique et politique (pas théorie/pratique). Ça domine la vie de l'UER, dans les promotions d'étudiants aussi. On n'invite pas n'importe qui comme intervenant extérieur, idéologiquement.»

Extrait du rapport, p.234

Si certains étudiants ont comme Henry Torgue la sensation de vivre un moment privilégié, d'autres comme Gilles Novarina arrivé en 1975 voient cela d'un autre œil :

«Il est interdit d'être de droite, personne n'ose dire qu'il est centriste [...] Même s'il y a des débats, ce n'est pas un moment de démocratie, pour moi pas du tout. C'est un moment de démocratie mais à condition qu'on adhère à un certain nombre de principes, qui sont d'être contre la société en place.»³⁹

Cela montre bien l'engagement de presque toute l'UER à gauche. Cette vision opposée des débats montre les clivages qui se créent entre différents groupes d'étudiants et d'enseignants qui ont des visions différentes à la fois du politique et de l'urbanisme. De plus, ces espaces de débat demandent également une participation des étudiants. Les promotions issues de 1968-1969 ne sont plus les mêmes que celles de 1974-1975. Les attendus des étudiants changent, ils deviennent plus académiques.

38 Entretien avec Henry TORGUE, 2017

39 Entretien avec Gilles NOVARINA, 2017

«Le plus aliénant, c'est les rapports de travail avec les étudiants, ceux qui nous perçoivent comme des profs.»

Extrait du rapport, p.263

Les séminaires et les échanges ne peuvent pas se produire correctement dans ces nouveaux rapports de force entre étudiants et professeurs. Si les seuls attendus des étudiants sont l'acquisition de connaissances, la prise de position et la critique trouvent de moins en moins leur place. Cela favorise l'essoufflement et le désengagement du corps enseignant qui doit se redéfinir vis à vis des étudiants d'une année sur l'autre. Les étudiants sont présentés dans le rapport comme une «contrainte». L'autre composante importante de la formation est l'étude de cas, qui permet de travailler directement sur un terrain.

2- La «Perte de l'objet urbain»

Les études de cas proposées à l'UER sont le lien entre la théorie dispensée en cours et le terrain. Le travail de Fleur Romano permet de retracer leur fonctionnement. Elle les considère comme les ancêtres des ateliers d'aujourd'hui. Ils étaient en 1969 divisés en 6 thématiques : économie, foncier, problèmes d'espaces, transports/circulation, problèmes administratifs, sociologie. Chaque thématique est animée par un professeur et rattachée à un lieu donné. Les groupes travaillent en autonomie sur leur sujet d'étude et leurs travaux font ensuite l'objet de plusieurs rendus espacés.⁴⁰ Les études de cas sont centrales lors des premières années mais leur rôle diminue par la suite.

«Il n'y a pas d'atelier, ça c'est clair.»⁴¹

Les études de cas n'ont pas totalement disparu après 1975 mais il semble bien qu'elles soient devenues très minoritaires. Elles n'ont en revanche pas la même forme que les ateliers d'aujourd'hui. La réduction des études de cas rompt la balance entre théorie et pratique. Cette éloignement progressif du

⁴⁰ ROMANO Fleur, *Débattre de l'urbanisme : histoire de l'IUG*, mémoire de master en sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jennifer Buyck, IUGA, 2017

⁴¹ Entretien avec Gilles NOVARINA, 2017

terrain et de la réalité concrète du secteur grenoblois fait perdre de vue l'objet urbain. Les auteurs du rapport en attestent à plusieurs reprises. L'arrivée à l'UER de nouveaux chercheurs attirés par la recherche contractuelle change également les choses. La recherche contractuelle est initiée en 1966 par le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDES) qui dépend du Commissariat général du Plan. Cette institution met notamment l'accent sur la sociologie et l'économie.⁴² Ce sont donc de nombreux sociologues tels que Michel Maffesoli, Pierre Sansot, ou Gilbert Durand qui arrivent avec la recherche contractuelle. La sociologie de l'époque est plus déconnectée du terrain, du concret. L'urbain se retrouve donc dilué dans les diverses approches développées par les enseignants, il n'est plus l'objet central d'étude, si bien que les auteurs du rapport s'interrogent sur sa pertinence. D'autres enseignants chercheurs arrivent un peu par hasard à l'UER Urbanisation sans même avoir eu d'intérêt préalable :

«Moi quand je suis entré à URBA, c'est parce qu'il y avait un poste, sans aucune prétention urbaine. Mais réflexion faite, maintenant ça m'intéresse, le champ urbain.»

Extrait du rapport, p.237

Il devient de plus en plus difficile de se positionner sur les problèmes urbains. Une autre balance se déséquilibre progressivement avec le renouvellement de l'équipe enseignante, il s'agit de la balance entre enseignement et recherche. Les enseignants allouent progressivement plus de temps à leurs recherches personnelles qu'à leurs enseignements.

Le rapport fait la distinction entre deux types d'étudiants : les «professionnels» et les «sursitaires». La première catégorie attend de d'Urba de pouvoir acquérir des compétences précises pour ensuite être en mesure de trouver un emploi à la sortie. Ceux-ci sont plutôt déçus par la formation. Les «sursitaires» sont venus pour des raisons diverses, parfois cocasses «c'était encore un an de gagné», «je passais devant et j'ai vu de la lumière». Ils n'ont donc pas d'objectifs précis et sont globalement satisfaits contrairement aux professionnels, Urba n'est systématiquement pas la fin de leur parcours universitaire mais une simple étape dans leur formation. Cette balance indique le recul de l'objet

⁴² BEZES Philippe, CHAUVIERE Michel, CHEVALLIER Jacques et al., *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*. La Découverte, 2005

urbain. La dichotomie professionnels/sursitaires peut se retrouver formulée différemment.

U.E.R. URBANISATION AMENAGEMENT

ETUDE DE CAS N°2

L.C. 4/11/70

CULTE ET URBANISATION

Alors que les Eglises contribuaient à structurer les populations, les lieux de culte se sont situés comme des éléments importants, quelquefois décisifs, dans les processus d'urbanisation. Des activités sociales, culturelles, économiques, se greffèrent sur ce qui fut le support d'une organisation de la ville en paroisses.

La fréquentation et l'usage de ces lieux publics ont changé. Les Eglises, elles-mêmes, dans l'actuelle crise qu'elles traversent, en arrivent à douter de la signification de ces édifices.

Un capital immobilier qu'on ne peut pas négliger existe cependant à travers tout tissu urbain et, de son côté, l'aménageur de quartiers nouveaux, peut se demander ce qu'il lui faut prévoir.

Exemple de sujet d'étude de cas
Source : Archive de l'AURG

3- Une dichotomie pouvoir/savoir

Cette dichotomie professionnels/sursitaires est une composante d'une dichotomie plus englobante, la dichotomie pouvoir/savoir. D'après l'avis de l'un des professeurs interrogés, deux types d'étudiants sont présents au sein de l'UER :

«Il y a un certain nombre de gens qui viennent pour acquérir des techniques précises d'urbanisme, groupe variable selon les promotions. C'est l'acquisition d'un savoir monnayable et praticable. Un autre groupe de gens vient pour se donner des raisons d'avoir une action; je pense surtout à des gens qui ont une activité politique, pour qui l'urbanisme est un endroit où ils peuvent clarifier un certain

nombre de choses pour avoir une action dans ce domaine, des gens proches du PC par exemple, du PS»

Extrait du rapport, p.242

La dichotomie entre pouvoir et savoir apparaît. Les individus déjà engagés et politisés sont à la recherche d'une justification de l'action, les autres cherchent une technicité. L'UER attire donc des personnes ayant des motivations très différentes

Cette dichotomie se retrouve dans une typologie des professeurs réalisée à partir des entretiens, celle-ci les classe selon l'axe du pouvoir et l'axe du savoir.

L'axe du pouvoir :

Le politique partisan : Il est présenté comme un homme de la nouvelle gauche, donc du PSU. Il se sert des connaissances qu'il gagne sur l'urbain dans un but politique.

Le politique opératoire : Il est dépeint comme quelqu'un qui est venu à l'UER pour la liberté de penser et pour travailler sur quelque chose d'actuel. Ses travaux sont limités à un champ très précis.

Le politique opérationnel : Il s'agit d'un praticien venu à l'urbanisme presque par hasard. Ses réflexions soutiennent des opinions politiques.

Le pivot : l'homme de l'art Il fait le lien entre le pouvoir et le savoir. Ses connaissances et son expérience opérationnelle lui permettent d'avoir une pédagogie qui forme les urbanistes de demain

L'axe du savoir :

Le scientifique : Il possède la méthode scientifique, il est arrivé à l'UER par hasard puisqu'il peut appliquer sa méthode partout. Il ne trouve pas forcément sa place face aux opérationnels, il est le symptôme de la scientification de l'université.

Le théoricien engagé : présenté comme celui qui renouvelle constamment son approche des problèmes urbains actuels, comme pour suivre la “mode”.

Le théoricien pur : Il incarne la figure du professeur traditionnel. Il place les problèmes urbains comme secondaire face aux problèmes sociaux.

Il est intéressant de noter que l'axe du pouvoir ne contient que des opérationnels, ou du moins des individus ayant eu une expérience opérationnelle. Alors que l'intitulé du rapport de 1975 oppose les catégories de l'action et du savoir, cette typologie introduit la dichotomie entre pouvoir et savoir. Est-ce à dire que les hommes de pouvoir à l'UER sont avant tout des hommes d'action, ayant une emprise sur le concret ? Est-ce toujours le cas aujourd'hui ?

L'évolution de l'équilibre de cette balance semble en tout cas être la clé de voûte de l'UER. Cette dichotomie montre l'opposition naissante entre deux idéologies, celle qui considère l'urbain comme un fait politique et celle qui le considère comme un fait scientifique.

C- Désengagement et dépolitisation de l'UER

1- Modification globale du militantisme

Le constat sur le militantisme à la fin des années 1990 est simple : les études chiffrées montrent une diminution de la participation à la vie politique et syndicale. Les adhésions dans les différents types de groupements intervenant dans l'espace public que sont les partis politiques, les syndicats et les associations diminuent elles aussi. La chose publique est progressivement délaissée par les citoyens. Plutôt que de voir un effondrement du militantisme, il faut voir une forme de renouveau : «Et si l'ainsi nommée crise du militantisme n'était que le produit de l'aveuglement à voir le nouveau quand l'ancien se défait ?»⁴³

Le modèle militant traditionnel des Trentes Glorieuses (luttres syndicales, vie associative) perd de son efficacité et d'autres formes d'engagement et de participation sociale apparaissent. La forme traditionnelle ne devient alors qu'une modalité de l'engagement. L'individualisation croissante de la société développe de nouvelles formes de participation.

Un « engagement distancié » succède au militantisme traditionnel.⁴⁴ À la fin des années 1960 sont identifiables des groupements structurés qui fonctionnent selon certaines caractéristiques. Au début des années 1990 un autre fonctionnement commence à apparaître selon Jacques ION :

« un autre mode de participation, un affaiblissement du nous, une plus grande autonomie des personnes par rapport aux réseaux, un fonctionnement interne moins collectivisé et moins anonymisé, un moindre formalisme juridique, un moindre emploi du nombre comme moyen de revendication, des actions souvent pensées comme des «coups», l'exigence accrue de technicité, une participation davantage à la carte, une plus grande intermittence des adhésions, un moindre souci d'implantation durable et massive, l'utilisation des compétences personnelles, un autre rapport au temps. »⁴⁵

43 ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'atelier, 1997

44 *Ibid*

45 *Ibid*

L'image employée est celle d'un passage du « timbre au post-it ».⁴⁶ Ces modifications des modes d'engagement s'accompagnent donc également d'une évolution de la figure du militant dont une typologie plus actualisée a été dressée. Sont ainsi à distinguer le « militant professionnel » qui correspond à la figure du militant traditionnel qui fait sa carrière sur son engagement militant. Le « militant libéral », l'individu et ses choix priment afin de parvenir à un équilibre entre vie publique et vie privée. Il appartient à plusieurs associations sans forcément participer directement à leur fonctionnement interne. La dernière figure est celle du « militant pragmatique », son engagement est dicté par les émotions qu'il ressent dans son territoire. L'action est pour lui primordiale.⁴⁷ Le répertoire de ces actions évolue lui aussi. Les néo-militants n'ont plus besoin d'être affiliés à une idéologie visible. Leurs engagements sont multiples et revendicatifs, l'action passe par le projet ou l'intégration à d'autres projets.⁴⁸

L'UER a-t-elle pris la forme d'une structure classique d'expression du militantisme ?

Ces modifications sont-elles visibles au sein de l'UER ?

2- L'essoufflement de la ferveur de mai 68

Les répercussions du mouvement de mai 68 commencent à s'essouffler lors de la rédaction du rapport. Ce mouvement contestataire principalement porté par les étudiants (d'abord à Paris, puis dans le reste de la France) et la société ouvrière s'oppose au gaullisme et réclame une démocratie directe et de l'autogestion. La généralisation des grèves et manifestations qui paralysent le pays fait de Mai 68 un événement majeur de la vie politique et militante française. Ces événements ont lieu pendant que la création de l'UER est envisagée, ses revendications rejoignent certaines ambitions du PSU, notamment sur la décentralisation. Le Général de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale le 30 mai 1968, les élections législatives qui suivent donnent pourtant une victoire des gaullistes. Le contexte initial de l'UER en 1969 fait état d'étudiants liés au mouvement :

46 ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'atelier, 1997

47 MARTINOT-LAGARDE Pierre, « De nouvelles formes d'engagement », *Revue Projet*, vol. n° 305, no. 4, pp. 48-54, 2008

48 GRANJON Fabien. « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement Social*, vol. 200, pp. 11-32, 2002

«Prétention politique chez les universitaires. Cette première promotion était liée à une extrême gauche présente.»

Extrait du rapport, p.240.

La jeunesse étudiante de mai 68 est principalement liée à des organisations d'extrême gauche comme la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes ou encore l'Association des Jeunes pour le Socialisme et des syndicats comme l'UNEF qui est d'ailleurs vice-présidée par Jacques Sauvageot. Il est considéré comme un des leaders de Mai 68; il est issu des Étudiants Socialistes Unifiés, le groupe de jeunesse du PSU qui joue ainsi un rôle non négligeable dans la contestation. Il n'est donc pas surprenant de voir ainsi notifiée la forte présence de l'extrême gauche dès le début de l'UER. Cette politisation est-elle cependant solide ? Un enseignant de l'UER la considère plutôt fragile :

«Mai 68 : pseudo-politisation du milieu étudiant par l'extrême gauche. L'extrême gauche est, actuellement, en déliquescence. Ça a rejailli sur l'UER.»

Extrait du rapport, p.247.

Quand bien même le mouvement est extrêmement politique comme l'attestent des slogans tels que "tout est politique", il n'en résulterait qu'une pseudo-politisation. Le journal Le Monde montre pendant les événements que les étudiants passent devant l'Assemblée Nationale sans même y prêter attention. La politique traditionnelle n'intéresse donc que peu les contestataires.⁴⁹ Certains étudiants sont déjà politisés depuis l'opposition à la guerre d'Algérie, mais la plupart de ceux qui rejoignent les manifestations et les barricades sont en cours de politisation. Cette action militante correspond plus au timbre qu'au post-it. Elle est fortement ancrée, sa prolongation après l'événement, incertaine.

«Jamais on n'est arrivé dans l'UER à ce que les étudiants et les enseignants prennent une position vis à vis de la politique de l'état en matière d'urbanisme.»

49 COHEN Évelyne. « L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 98, no. 2, 2008, pp. 19-28.

Cette phrase symbolise cette perte de vue de l'institution étatique en tant qu'élément structurel de la politique urbaine française. Ce sont en effet les questions du «cadre de vie», pour lesquelles ont milité les membres du PSU et les étudiants de Mai 68, qui prennent le dessus sur la question politique. Le cadre de vie et la vie quotidienne ont été défendus par les militants de 68 d'une manière presque révolutionnaire, et avec des groupements politiques identifiés.⁵⁰ Ces deux thématiques préfigurent néanmoins l'individualisation de la société et donc l'individualisation des formes d'engagement.

L'extrême gauche est fragilisée après 1968 et le revers des législatives où le PSU n'obtient aucun député. Pierre Mendès France ne parvient pas à être réélu député de l'Isère et quitte le parti. La gauche ne parvient pas à se fédérer, l'UNEF est perdue par le PSU en 1971. De nouveaux départs pour soutenir François Mitterrand en 1974 entament le déchirement du parti. La déception est présente chez les anciens militants :

«Ceux qui ont 25 ans maintenant ont perdu leurs illusions de 68.»

Extrait du rapport, p.247.

Ainsi, ce qui a constitué la ferveur militante des premières promotions s'est effacé progressivement.

3- La place du politique, la place des idéologies

Cette retombée de la ferveur de Mai 68 est suivie par un certain retour de bâton, il semblerait qu'une branche de l'UER réagisse par opposition aux réflexions politique et idéologique d'extrême gauche, comme l'affirme Henry Torgue, sur ses précédentes études en sociologie :

“On en avait un peu marre du marxisme, du trotskisme, du maoïsme, voir même de l'anarchisme qui était systématiquement évoqués et représentés dans chaque prise de parole universitaire. Je dis, «

50 COHEN Évelyne. « L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, vol. 98, no. 2, 2008, pp. 19-28.

on », c'est-à-dire les gens qui n'étaient pas féodés à une idéologie particulière.⁵¹

Il voit dans l'UER une possible porte de sortie de l'idéologie grâce à l'objet urbain qui, par son échelle rétrécie, permet d'échapper à la globalité à laquelle prétendent les idéologies. Cependant d'après certains professeurs, l'idéologie est loin d'être absente de l'UER :

«Les programmes de recherche urbaine, en dérapant sur des analyses structuro-marxistes, devenaient le fait d'un nouveau pouvoir universitaire en formation et échappaient aux problèmes concrets de la population. On évacuait le problème concret quotidien, de l'affrontement, sous couvert de l'analyse de l'État – ou alors, la recherche servait à cautionner certains partis.»

Extrait du rapport, p.233

Les prétentions pédagogiques affichées ne sont donc pas totalement en adéquation avec la réalité de la recherche faite en urbanisme. Cette présence du politique n'est pas du goût de tout le monde à l'UER et des voix s'élèvent contre. La critique et le rejet du politique peuvent prendre différentes formes :

«Par exemple des gens comme MAFFESOLI vont développer une critique apolitique. Ils vont expliquer l'inutilité de la politique. Il prend position brutalement dans ses cours contre le vote par exemple en disant que voter c'est être un esclave.»⁵²

Le besoin de scientificité est aussi une des raisons du rejet du politique :

«Dans le discours interne de l'UER, les prétentions de scientificité existent, elles se croisent avec les positions politiques. L'introduction des prétentions sociales de la recherche jouent un rôle assez déterminant. Nous devons nous revêtir d'une cuirasse, celle de la prétention scientifique qui justifie le financement.»

Extrait du rapport, p.232

51 Entretien avec Henry TORGUE, 2017

52 Entretien avec Gilles NOVARINA, 2017

Ce témoignage d'un des enseignants est assez éclairant. La montée en puissance des sciences sociales au sein de l'université bouleverse totalement la place de la politique. Le terme de « cuirasse » est très fort, les positions politiques doivent être invisibilisées au maximum afin d'être protégées et maintenues dans un discours scientifique. Les discussions "internes" concordent avec d'autres témoignages et éléments du rapport signifiant que les débats autour de l'UER se font dans les couloirs, de manière non-officielle. La dimension politique devient de plus en plus officielle.

Le problème de l'UER peut donc être résumé ainsi : pour former des étudiants et futurs praticiens urbanistes, il faut des politiques, puisque l'action dans l'urbain est perçue comme un fait politique. Seulement, les enseignants politiques présents dès l'origine sont presque exclusivement liés au PSU. La recherche contractuelle a pour effet l'arrivée de nombreux nouveaux enseignants-chercheurs qui sont plus chercheurs qu'enseignants. Ceux-ci, souvent issus de la sociologie arrivent, avec des prétentions scientifiques et des idéologies qui ne sont pas forcément conciliables avec celles promues par le PSU, mais d'autres mouvances de la gauche. Cela crée des dissensions internes et une remise en question du rôle du politique. La balance entre l'axe du pouvoir et l'axe du savoir commence à pencher en faveur du savoir.

Conclusion intermédiaire

Ainsi, l'UER connaît de nombreuses transformations en l'espace d'à peine six ans. Elle naît dans un contexte d'affirmation d'une politique municipale locale qui cherche à gagner en indépendance. Elle est pensée dès sa création comme un appareil du pouvoir. Les acteurs de l'école portent dès 1975 un regard critique sur cette évolution très rapide du projet. Ce sont quatre phases qui sont distinguées depuis la création. La première phase, celle de la constitution, s'étend de 1969 à 1971. Le projet est stable car l'équipe enseignante reste relativement réduite, trois de ses membres travaillent dans l'opérationnel à Grenoble. Il reste cependant difficile de prendre les problèmes urbains «à bras le corps». La deuxième phase de 1972 à 1973, est un «virage fondamental». L'introduction des contrats de recherche et de la recherche financée attire de nouveaux enseignants-chercheurs : leurs effectifs sont doublés. Cette nouveauté tant au niveau du corps enseignant que de la masse d'étudiants, crée l'arrivée de nouvelles pensées qui s'éloignent des pensées originelles de l'UER. Le contexte et les personnalités ne sont plus les mêmes, le projet s'en trouve critiqué de l'intérieur. La troisième phase correspond aux années 1973-1974. Les sciences sociales achèvent leur arrivée dans l'UER, la scientification des recherches se développe encore plus alors que les problèmes locaux sont de moins en moins traités. La dernière phase est contemporaine aux auteurs du rapport, il s'agit de 1974-1975. Elle est caractérisée comme étant celle de l'éclatement de l'UER au niveau de l'équipe enseignante (les départs ne sont plus remplacés, les fondateurs ne sont plus tous là) et au niveau des objectifs. Les travaux ont tendance à s'individualiser même si les thèses sont collectives. Un affaiblissement du militantisme des débuts est donc bien présent à l'UER. Cela est perçu comme un désengagement :

«L'UER avait moins besoin, au début, de professeurs que d'hommes engagés.»

Extrait du rapport, p.263.

Pour les acteurs de l'époque, les travaux du début de l'UER trouvent leur validité dans leur concordance avec le contexte social de 1968. Une fois le «désengagement social» post 68 accompli, les travaux ont besoin d'une

autre validité, plus scientifique. Les hommes qui se sont engagés au début n'ont alors plus leur place au sein de l'UER. La volonté de scientification est considérée comme un désengagement, l'urbain perd de sa pertinence.

Cependant, les débats qui émergent en réaction à ce militantisme ne permettent pas de dire que l'engagement diminue. Au contraire, de cette volonté de s'extraire du carcan originel de l'UER naissent de nouvelles formes d'engagements et se créent de nouvelles structures comme l'École de Sociologie Urbaine (ESU) constituée en 1975. Il s'agit du point de paroxysme des dissensions internes à l'UER, l'ESU est le symptôme final des oppositions d'ordre politique et pédagogique. L'UER peut être considérée comme une structure d'un militantisme traditionnel en déclin. Les professeurs et étudiants n'ont pas pu s'y ancrer.

II- L'engagement à l'institut aujourd'hui : analyse du discours des enseignants-chercheurs

Cette deuxième partie a pour ambition de tenter d'analyser l'engagement actuel à l'institut d'urbanisme. Pour cela, sept entretiens avec des enseignants chercheurs ont été menés.⁵³ Comment les enseignants-chercheurs ont-ils été choisis ?

La sélection s'appuie au départ sur une carte heuristique réalisée lors du stage.⁵⁴ Cette carte représente, entre autres, les différentes thématiques de recherche abordées dans les publications de 2015 à aujourd'hui par les enseignants-chercheurs ayant une responsabilité dans la formation en urbanisme et aménagement. À partir de ces thématiques, différents enseignants ont été présélectionnés afin d'obtenir un spectre d'étude relativement large. L'échantillon se resserre ensuite, l'objectif est de ratisser les différentes mouvances idéologiques présentes à l'institut et de respecter une certaine parité. Dans l'hypothèse où la fusion entre L'Institut d'Urbanisme et l'Institut de Géographie Alpine influence le rapport à l'engagement, des professeurs ayant des responsabilités du côté géographie ont également été interrogés. Le but des questions posées est de saisir la vision et le sentiment des enseignants-chercheurs vis à vis de l'engagement et du militantisme, les liens entre enseignement, recherche et engagement, leur rapport au politique. L'objectif est également de saisir la «température» au sein de l'institut, bien que l'échantillon ne soit pas totalement représentatif.

Ces entretiens ne sont pas faciles à mener. Les questions posées sont en effet très frontales et touchent à l'intimité des personnes. Il n'est pas facile de parler de ses engagements à un étudiant sur le temps d'un entretien de quelques dizaines de minutes. Je n'ai pas non plus côtoyé tous les enseignants interrogés, certains d'entre eux ne me connaissent que de nom, ou de visage. Créer le lien nécessaire pour entrer dans un sujet à la fois personnel et complexe est très difficile. Pour que ce travail soit plus complet, il faudrait revenir plusieurs fois vers les enseignants et réaliser plusieurs entretiens avec eux. D'autant plus que le milieu de la recherche fonctionne presque comme dans un vase clos dans lequel il n'est pas forcément simple de pénétrer.

53 Voir annexes

54 Voir annexes

Il est également nécessaire de garder une certaine distance vis à vis des récits qui sont transcrits. Le sujet de l'engagement touche à l'identité même des personnes interrogées. Cette identité est construite par le récit, il s'agit de l'identité narrative.⁵⁵ Les enseignants façonnent leur identité en même temps qu'ils racontent leur parcours et adaptent leur discours à leur interlocuteur, en l'occurrence un étudiant.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il semble pertinent de mentionner rapidement les trajectoires individuelles des enseignants interviewés :

Informateur n°1 : A commencé par des études en philosophie dans une université qualifiée de «dépolitisée» en travaillant notamment sur un célèbre philosophe du XXe siècle avec un directeur de thèse considéré comme étant de droite. Ses questionnements sont en lien avec l'histoire des idées. C'est ce qui l'a mené à travailler sur les questions d'expérimentation, sans pour autant pratiquer la doctrine du philosophe qu'elle étudie, puis l'a conduit vers la géographie et l'Institut.

Informateur n°2 : Issu d'une faculté étrangère. Ses sujets de réflexion découlent de convictions professionnelles. Ces réflexions proviennent d'une reformulation de son sujet de thèse : plutôt que de produire un discours supplémentaire sur les espaces de marge, il s'est demandé pourquoi ce discours est produit par de nombreux individus.

Informateur n°3 : Issu de l'économie, s'intéresse à l'histoire économique et l'inégalité entre les régions du monde. Suite à une rencontre, il commence à travailler sur des questions d'environnement, puis sur le développement durable dans différents laboratoires sans avoir au départ de sensibilité particulière sur ces sujets. À force de travailler sur ces questions, il se rend compte que l'économie est pour lui de moindre intérêt et s'oriente sur les questions de territoire. Son poste à Grenoble résulte avant tout d'une opportunité.

Informateur n°4 : Vient de l'architecture, son parcours est constitué de «pas de côté». Il a poursuivi en recherche sur des questions de paysage pour trouver sa voie. Il a choisi d'entrer en faculté bien que ce n'était pas sa

55 RICOEUR Paul, *Temps et récit*, Seuil, 1983

volonté de départ. L'université représente une possibilité d'expérimentation, d'apprentissage et un défi.

Informateur n°5 : Son objet de recherche est le fruit de rencontres et d'opportunités qui lui ont plu et l'ont amené à faire de la recherche et à poursuivre en thèse autour de questions similaires à celles abordées grâce à ses opportunités.

Informateur n°6 : En provenance de l'économie. Ne travaille pas immédiatement dans la recherche mais y revient en reprenant des études en urbanisme et aménagement puis en passant une thèse en urbanisme.

Informateur n°7 : A fait une formation en urbanisme. Il est formé à l'institut et allie la pratique et la recherche.

Il s'agit ainsi de parcours et de trajectoires différentes qui ont amené les interviewés à travailler à l'Institut de Grenoble. Ces éléments sont des clés supplémentaires de lecture pour cette seconde partie.

A- Un institut globalement engagé, mais non-militant

De nombreux changements ont eu lieu depuis 1975, tant au niveau de la formation que de la politique. L'UER Urbanisation est devenue une branche de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Développement, Gestion Économique et Sociétés (DGES). en 1985, puis l'Institut d'Urbanisme de Grenoble en 1995. En 2003 les locaux sont déplacés à la Cité des Territoires avec les géographes de l'Institut de Géographie Alpine (IGA), avant de fusionner en 2017 au sein de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine (IUGA).⁵⁶ La période entre 1985 et 2003 est une période difficile pour Urba, qui lutte pour son indépendance et pour sa restructuration. L'IUGA compte aujourd'hui une cinquantaine d'enseignants-chercheurs et forme spécifiquement à l'urbanisme de la Licence 2 au doctorat. Les années 2010 sont intellectuellement marquées par une réflexion critique sur le mythe du laboratoire urbain grenoblois des

⁵⁶ ROMANO Fleur, *Débattre de l'urbanisme : histoire de l'IUG*, mémoire de master en sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jennifer Buyck, IUGA, 2017

années Dubedout.⁵⁷ La ville de Grenoble est parfois présentée comme un laboratoire de la transition écologique.⁵⁸ La politique municipale grenobloise est portée depuis 2013 par Eric Piolle, maire, membre d'Europe Ecologie Les Verts, élu avec le rassemblement du Parti de Gauche et de divers réseaux citoyens. Comment se porte l'Institut dans ce contexte ?

Le premier constat qui ressort de ces entretiens est un relatif engagement des enseignants-chercheurs. Sur les sept interviewés, seulement deux se revendiquent explicitement comme non-engagés :

«Moi je suis une chercheuse non-engagée. [...] j'essaye, je ne sais pas si ça vaut quelque chose, mais j'essaye plutôt d'être du côté des chercheurs qui visent une certaine objectivité»

Extrait de l'entretien n°6

«Non non. Pour moi l'engagement c'est un objet d'étude, je travaille sur les formes d'engagements, notamment des actions collectives, en général des acteurs non institutionnels, dans les contextes de transformation urbaine.»

Extrait de l'entretien n°2

Ils ne se considèrent pas comme engagés car pour eux l'engagement nuit à la neutralité et à l'objectivité de leurs recherches. Les autres reconnaissent cependant plus ou moins facilement une certaine forme d'engagement. Quelles sont ces formes d'engagement ?

1- Des postures d'engagement différentes

Différentes postures d'engagement sont présentes au sein de l'Institut. Le terme «posture» revient dans chaque entretien, il est donc très utilisé par les enseignants-chercheurs. Ce terme peut être défini comme une «attitude, position du corps, volontaire ou non, qui se remarque, soit par ce qu'elle a d'inhabituel, ou de peu naturel, de particulier à une personne ou à un groupe, soit par la volonté de l'exprimer avec insistance.»⁵⁹ Adaptée à un discours

57 AMBROSINO Charles, NOVARINA Gilles, « L'indépassable « laboratoire grenoblois » ? », *Métropolitiques*, 2015

58 DE MARECHAL Edouard, «Grenoble devient un laboratoire de la «transition écologique»», in *Le Figaro*, 2014

59 Définition du Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales

elle se définit comme «l'attitude morale de quelqu'un.»⁶⁰ Il s'agit donc d'une attitude, d'un positionnement adaptée à la pensée véhiculée par la personne mais aussi adaptée au public. Ces postures prennent différentes formes mais selon certains, elles sont inévitables.

«Même si on dit ne pas être engagé, finalement on a une posture qui est impliquée dans des rapports de force, dans des configurations institutionnelles sauf que engagement ça va avoir d'autres significations parce que je pense que l'on ne peut plus opposer ceux qui font le jeu de l'institution et ceux qui sont révolutionnaires.»

Extrait de l'entretien n°1

Un des premiers facteurs créant de facto un engagement est le poids de l'institution. Les enseignants-chercheurs, par leur statut, sont impliqués dans des rapports de force qui les contraignent à agir et donc à se positionner au sein d'un milieu régi par des lois et des mécanismes de fonctionnement propres. La position qu'occupe un enseignant vis à vis de l'institution marque également un positionnement plus idéologique. Un autre facteur est simplement celui d'exercer dans les sciences sociales :

«On ne peut pas faire sans la posture politique parce que les rapports de force sont partout dans la société. Et donc elle est nécessaire. [...] Sa posture politique soit on la cache, soit elle y est. Elle y est forcément. Je ne vois pas comment en science sociale, on peut... Si on est là pour présenter des théories physiques, oui, et encore. Les physiciens ont des césures idéologiques malgré tout dans la façon de concevoir les choses. Mais dans les sciences sociales je vois vraiment pas comment. Le politique est partout quelque part.»

Extrait de l'entretien n°3

Ces postures d'engagement sont donc perçues au sens du politique, c'est à dire des rapports de force. Ce lien avec les postures politiques est prégnant dans les sciences sociales depuis les origines de la sociologie, bien qu'il témoigne souvent d'un engagement plutôt à gauche.⁶¹ Une autre perception de l'engagement relevée est celle de la politique au sens de *Politikè*, la pratique du pouvoir.

60 Ibid

61 HIGELÉ Jean-Pascal, JACQUOT Lionel (dir.), *Figures de l'engagement. Objets, formes, trajectoires*, PUN - Éditions universitaires de Lorraine, 2017

«Je le percevais comme un engagement politique parce que de fait on est quand même dans une discipline, parce qu'on a beaucoup de collègues qui sont élus ou qui sont partie prenante de collectivités territoriales, qui sont aussi des territoires sur lesquels on travaille. Donc il y a un espèce de jeu de miroir un petit peu compliqué à gérer. Donc ça c'est les postures. Il y a le chercheur engagé parce qu'il est acteur de territoire, c'est le chercheur-acteur de territoire qu'il soit élu ou membre de conseil de développement ou etc, et puis en effet on a des collègues qui sont engagées parce qu'elles font des travaux sur des sujets qui sont des sujets engagés. Nos collègues qui travaillent sur les migrants, c'est des chercheurs engagés, ils ont une posture a priori, avant de commencer les travaux. [...] Moi je préfère avoir une posture plus neutre a priori.»

Extrait de l'entretien n°6

Une distinction est faite entre le chercheur qui participe activement à la politique du territoire ceux qui s'engagent par leurs thématiques de recherches. L'institut semble donc être constitué de nombreux individus impliqués dans la politique du territoire. Il est intéressant de noter que dans cet entretien la deuxième catégorie de chercheur est qualifiée par le féminin «elles». Si l'engagement politique est très courant, quelles sont donc les différentes mouvances qui sont représentées ici ? Le spectre semble être plutôt large :

«Tu as un gradient de gens sur un échiquier politique qui est assez varié, qui va quand-même de la gauche à une droite qui est toujours une droite plutôt centriste ou libérale. En tout cas ça va d'une certaine gauche au centre droit sans problème»

Extrait de l'entretien n°5

La «certaine gauche» présentée ici est assez variée, mais les questions d'écologie sont très présentes.

«Mon engagement, plus personnel, est plus associé à l'écologie politique.»

Extrait de l'entretien n°1

«J'ai été très rapidement mais pas complètement dedans chez les verts puis j'ai été au PS mais justement les questions d'environnement... c'était horrible.»

Extrait de l'entretien n°3

Le spectre reste néanmoins beaucoup plus large que celui de l'UER Urbanisation, où il était «interdit d'être de droite». ⁶² Seul l'extrême droite semble être proscrite aujourd'hui.

«Bien sûr j'ai pas envie de travailler pour le Front National, ça on est d'accord, mais mis à part ça...»

Extrait de l'entretien n°6

L'acceptation des différences politiques semble donc avoir progressé depuis les années 1970, cependant le politique peut jouer un rôle plus déterminant pour les étudiants.

«C'était un peu un tabou de dire que tu votais Front National, en plus pour un nénette comme ça, un peu discrète, c'était gênant, et elle sentait que pour passer le diplôme ben il fallait... ça s'assumait pas. Donc ça m'a frappé, se dire que à la limite faire un projet écolo ça passe, un projet développement territorial gentillet ça passe, mais je pense que faire un projet vraiment gros développement économique, bien néolibéral, bien de droite mais que tu trouves partout, ça passe pas, quel que soit le master. [...] Développement économique, j'ai eu des étudiants qui m'ont fait une revitalisation, une année en projet de fin d'étude. Ils ont fait ça en binôme. Revitalisation d'une zone, ils ont développé plein d'entreprises etc. Ça c'est vraiment très *start up nation*, innovation blablabla. Bon écoute on y est allé à fond, on s'est pincé le nez au niveau de la soutenance, ils l'ont eu, ils ont eu 14 ou 16 je crois mais enfin c'était une bonne note. Ils ont fait la gueule, parce qu'ils trouvaient que justement avec un projet comme ça, que c'était clinquant. Mais justement c'était tellement clinquant, c'était tellement un truc de *winner*... [...] C'est pas moi mais les autres aussi, et je pense que... je suis désolé mais personne n'y croyait vraiment dans ce projet de développement économique, il y avait même des ballons dirigeables et tout.»

Extrait de l'entretien n°4

62 Entretien de Gilles Novarina, 2017

L'orientation politique des étudiants n'est donc pas sans effet sur leur parcours et la notation. Les postures d'engagements sont donc multiples et impactent les étudiants comme les enseignants. Cette partie peut être parfaitement résumée par un des interviewés :

«L'IUG est relativement hétérogène, c'est d'ailleurs ce qui fait sa force. Et je pense qu'au sein de l'équipe de l'IUG, autant il y a de personnes, autant il y a de formes d'engagements.»

Extrait de l'entretien n°7

Ces formes d'engagements multiples se caractérisent aussi par leur visibilité qui n'est pas systématiquement la même.

2- Engagement visible, engagement invisible

Cette question de la visibilité de l'engagement et aussi de son affichage est soulevée à plusieurs reprises dans les entretiens. Elle rejoint un des postulats de départ selon lequel il est difficile d'identifier très clairement où se situent certains enseignants-chercheurs. Elle rejoint également une théorie abordée par Maryvonne Prévot sur la visibilité de l'engagement chez les chercheurs de la mouvance chrétienne sociale dans fabrique de l'urbain.⁶³ La visibilité de l'engagement dépend ici de plusieurs facteurs.

«Peut-être que ouais justement c'est à la fois affirmé et pas affirmé. C'est difficile à définir parce que c'est pas clairement affirmé dans les formations. Par les collègues ça arrive de manière détournée. Par exemple Baudouin⁶⁴ qui me dit avant de faire de la géographie critique il faut faire de la géographie tout court. C'est une perception de la construction du savoir qui est complètement différente de l'équipe dans laquelle je suis, il n'y a pas d'identité politique déclarée. Après c'est un système de code.»

Extrait de l'entretien n°1

63 PREVOT Maryvonne. «Les militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la ville des années 1960 à nos jours : un objet pertinent ?», *L'Information géographique*, vol. 76, pp. 11-27, 2012

64 Le nom de l'enseignant chercheur est modifié pour conserver l'anonymat

L'engagement peut donc résider dans l'implicite, dans l'expression d'un désaccord sur une question de recherche. Bien que ce mémoire n'ait pas permis de le faire, il pourrait être très intéressant de travailler plus précisément sur ce système de code évoqué. Quels sont ces codes ? Comment se manifestent-ils ? Chez quels enseignants ? Le milieu des enseignants-chercheurs de l'Institut peut apparaître hermétique, il faut en faire partie et le comprendre de l'intérieur pour pouvoir en saisir toutes les subtilités, ce qui n'est pas aisé pour un étudiant.

«Moi je suis souvent très agacée par la manière dont on affiche ou pas certains engagements et militantisme, souvent dans la recherche, moi je suis dans mes recherches, j'utilise beaucoup les cadres de l'anthropologie, mes cadres méthodologiques ce sont ceux de l'ethnographie. L'ethnographie par définition c'est une forme d'engagement dans le terrain. Mais ça veut pas dire qu'on est un militant dans la situation, ça veut pas dire qu'on adhère complètement à la situation qu'on observe.»

Extrait de l'entretien n°2

L'autre facteur de visibilité est donc le cadre méthodologique et les références utilisées. Chez certains enseignants l'entrée méthodologique peut être un indicateur de leur engagement. Ici ce n'est pas le cas. L'association entre la thématique et la méthodologie n'est pas systématiquement révélateur d'un engagement mais juste d'un intérêt de recherche. Une volonté de distance est instaurée entre la méthodologie, l'objet de recherche et le chercheur.

«Ça dépend d'où vient le regard. Si ce que je fais est regardé depuis les économistes, je suis très clairement de gauche, écolo tout ce que l'on veut, toutes les étiquettes. Si l'on regarde ce que je fais depuis la géographie critique et sociale, je fais de l'économie, c'est pas bien, je me sers des flux de richesse, au secours, je suis capitaliste quoi. Donc c'est rigolo, on est toujours plus ou moins engagée selon le voisin, il y a un espèce de gradient. Je vais apparaître engagée pour les économistes macro-économistes, et je vais paraître tout sauf engagée pour mes collègues de géographie critique. Et pour les urbanistes c'est moins évident que la géographie sociale et critique qui elle est très engagée, qui est militante en fait. Sur les urbanistes je pense que ça dépend plus des sujets de travail. Y a des thèmes sur

lesquels c'est difficile de ne pas être engagé quand-même. Comme sur les questions sociales, sur l'accueil de roms...»

Extrait de l'entretien n°6

La question du regard est enfin essentielle, la perception de l'engagement est influencée par la discipline du sujet et la discipline de l'observateur. Dans cette lancée, il est amusant de constater que la géographie sociale est ici perçue comme militante, alors qu'un de ses membres interrogé ne s'affirme que comme engagé. Les thématiques sont aussi conçues comme un facteur d'engagement. Le militantisme est d'ailleurs plutôt rejeté par les enseignants.

3- Le rejet de l'aspect militant

Le militantisme était central aux débuts de l'UER Urbanisation. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les professeurs militent-ils toujours ? Il semblerait que non, les retours des entretiens sont assez catégoriques sur le sujet, le militantisme est rejeté. Quelles en sont les principales raisons ?

«Non. Militant c'est sûr que non, je ne milite pas ni officiellement ni officieusement. À défaut de militer ou de m'engager dans un quelconque groupe, j'ai des valeurs par contre, je crois que le collectif est plus important de l'individu.»

Extrait de l'entretien n°5

«Militant ? Il y a un peu le côté militaire qui me gêne, qui me dérange. Militant, il y a un peu le côté hiérarchique de la parole qui est donnée par l'organisation, et puis on adhère au parti et donc on suit la ligne et on est un peu les petits soldats du parti. C'est un peu un héritage des grands partis du XXIème siècle et ça ne tient plus vraiment aujourd'hui.»

Extrait de l'entretien n°1

Une des premières raisons semble donc similaire à celle expliquée par Jacques ION. Il s'agit de la fin d'un modèle militant total qui se fait autour d'un groupement organisé et impliqué dans la vie publique auquel il faut adhérer pleinement.⁶⁵ Des engagements et des «valeurs» plus individuelles sont invoquées à la place. Comme en témoignent les formulations et expressions

65 ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'atelier, 1997

employées, la simple évocation du terme «militant» semble en effet avoir une résonance toute particulière chez les enseignants interrogés. Celle-ci pourrait presque friser la peur.

«Ce que je ne voudrais pas c'est ressembler à une militante. Je «milite» mais ça veut pas dire «je sors dans la rue avec des banderoles», j'ai jamais fait ça. Mais c'est parler en réunion. Je me souviens quand j'étais en thèse j'étais toujours épatée de ces gens que je trouvais si intelligents qui sont silencieux dans la réunion, qui vont parler à un moment donné et qui vont économiser leur énergie pour parler sur les choses qui importent. [...] Il faut essayer de ne pas avoir l'air militant, d'être plus neutre.»

Extrait de l'entretien n°4

Le militantisme renvoie à toute une imagerie, du militaire à la banderole en passant par le parti tombé en désuétude : une odeur de merguez de la fête de l'humanité se dégage de cette notion. Le militantisme donnerait une posture non-neutre, ce qui pourrait influencer la réception du travail de recherche. Cependant «ne pas avoir l'air militant» ne signifie pas forcément ne pas être militant. Une autre raison du rejet est encore invoquée.

«Je me trouve souvent dans des situations où le fait d'être sur le terrain et mélangée avec le militantisme, ce qui pour moi brouille totalement les pistes dans le milieu de la recherche, ce qui crée aussi des formes d'égoïsme gigantesque chez les gens parce que justement le militantisme c'est quelque chose qui nous met en avant, or l'engagement scientifique c'est quelque chose de beaucoup plus humble, l'idée c'est pas de se mettre en avant et d'exposer ses propres idées ou de se martyriser. Et je trouve que c'est une question qui devrait être posée de manière beaucoup plus directe dans le contexte dans lequel on est parce que c'est très délicat mais je trouve que c'est hyper passionnant.»

Extrait de l'entretien n°2

Ce n'est donc pas uniquement la perception du travail qui peut être entachée par le militantisme mais simplement sa réalisation. Un engagement militant serait incompatible avec l'engagement scientifique, les deux n'ayant pas

les mêmes intentions. Cette incompatibilité ressort du passé de certains interviewés qui reconnaissent un passé militant qui n'a plus cours aujourd'hui.

«J'ai eu mon histoire d'engagement et de militantisme quand j'étais jeune et là j'ai choisi de m'engager de manière différente.»

Extrait de l'entretien n°2

«J'ai fait mon service national ville, SNV. [...] Je me suis retrouvé dans une maison de quartier d'un quartier populaire de Cluny.⁶⁶ [...] Après mon service national je suis resté 6 ans bénévole dans cette association, donc ça a été une première expérience on va dire militante.»

Extrait de l'entretien n°7

Si personne ne veut se reconnaître militant aujourd'hui, certains n'hésitent pas à cataloguer d'autres collègues comme étant militants, d'autres montrent plus de réserves :

«Il y a d'autres collègues comme Cunégonde⁶⁷ pour lequel le militantisme est beaucoup plus fort.»

Extrait de l'entretien n°3

«Je pense que j'ai des collègues qui sont plus engagés, militants je crois pas, je sais pas si y a des militants. En tout cas je ne connais pas de personnes qui militent au sein d'un groupement constitué politique ou je ne le sais pas. On a des collègues qui sont syndiqués.»

Extrait de l'entretien n°4

Cette différence de discours peut s'expliquer par la visibilité de l'engagement qui est variable, elle peut également éventuellement témoigner d'une perception différente de ce qu'est le militantisme. Plusieurs enseignants parlent de «degrés» ou de «gradient» de l'engagement. Il ne semble pas qu'il y ait un consensus établi sur cette échelle de l'engagement. Celle-ci peut varier en fonction de l'engagement propre de celui qui regarde ses collègues.

L'Institut d'urbanisme est donc un lieu où se croisent différentes postures de l'engagement, parfois visibles, parfois plus cachées. Le militantisme est

66 Le nom de la ville est modifié.

67 Le nom de l'enseignant chercheur est modifié pour conserver l'anonymat.

néanmoins presque absent chez les personnes interrogées. Cette importance de l'engagement est en partie liée à la discipline qu'est l'urbanisme.

B- L'urbanisme, une discipline engagée ?

L'urbanisme, en tant que discipline, est historiquement lié à l'engagement comme l'explique très bien l'un des enseignants-chercheurs.

«En urbanisme de manière globale, la question de l'engagement est presque consubstantielle. Parce que historiquement l'urbanisme est né d'une volonté de réformer la société. C'est né au croisement des sciences sociales, humaines, des arts et de l'architecture et puis des sciences de l'ingénieur. Et elle est née de toute une série de mouvements liés au musée social, liés à la question du logement social des plus pauvres, à la question sanitaire des villes, à la question de la reconstruction. Des gens qui passent à l'action alors que ce ne sont pas des hommes d'action. Faisant le constat que les combats de 14 et 15 ont soufflé la plus grande partie des jeunes français qu'on avait formé et qui allaient devoir bientôt construire le pays. Et donc il y a cette volonté de créer une nouvelle génération, et de la créer sur une base nouvelle. L'urbanisme est né de cette base là, pluridisciplinaire, une base liée à l'action. Je dirai même que beaucoup des urbanistes sont des réactionnaires, des gens qui sont très en réaction contre. Contre la destruction du vieux Paris pendant Haussmann, contre la destruction de la France pendant la première guerre mondiale, contre les taudis, contre le mouvement moderne dans les années 50, 60. Ce sont des réactionnaires et des hommes d'actions, des hommes de savoir.»

Extrait de l'entretien n°7

Plusieurs idées sont mises en avant ici, l'urbaniste réactionnaire et l'homme d'action s'appuyant sur son savoir. Ces éléments sont-ils toujours valables aujourd'hui ?

Un bref retour sur le fonctionnement de la maquette de la formation en urbanisme semble nécessaire. L'IUGA propose une licence mention «Géographie et Aménagement». À partir de la L2 les étudiants doivent choisir de s'orienter dans quatre parcours différents dont un porte la mention «Urbanisme». Le gros de la formation en urbanisme est dispensé dans le

master mention «Urbanisme et Aménagement», lequel est divisé en quatre parcours différents. Le parcours «Urbanisme et Projet Urbain» (UPU) qui donne une formation plus axée sur la maîtrise d'ouvrage et qui propose une alternance en M2. Le parcours «Design Urbain» (DU), qui propose une formation qui se situe plus à l'interstice entre la maîtrise d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage avec un stage en deuxième année. Le parcours «Urbanisme et Coopération Internationale» (UCI) qui comme son nom l'indique est tourné vers l'international. Les étudiants ont le choix entre l'alternance et le stage en deuxième année. Enfin le parcours «International Cooperation in Urban Planning» (ICUP), principalement destiné aux étudiants étrangers et accessible uniquement en M2. Les trois premiers parcours ont un M1 avec 80% de socle commun afin de donner aux étudiants une culture commune de l'urbanisme. La spécification se fait principalement durant la deuxième année du master où il n'y a plus de cours communs aux différents parcours. Les enseignements se divisent entre cours magistraux, travaux dirigés, ateliers de projets et séminaires. Une place importante est ainsi donnée à l'action par le biais du projet.

1- La place de l'action

L'urbanisme est, pour de nombreux enseignants, une discipline de l'action. Cela peut avoir un double effet. Chez les étudiants cela aura plutôt tendance à diminuer leur engagement.

«Un étudiant qui s'engage dans des études d'urbanisme en moyenne aura plus tendance à déjà vouloir se projeter dans le monde professionnel et donc peut-être être moins attiré par les grandes questions sociétales. Je pense que c'est beaucoup lié à ça.»

Extrait de l'entretien n°3 réalisé le 16/04/2019

«Je partage ton sentiment de faible engagement politique des étudiants. Ça c'est clair. J'ai pu en mesurer... t'as des marqueurs comme ça au moment des grandes grèves qui avaient eu lieu je me souviens à l'époque c'était le gouvernement Villepin sur le CPE. Ça avait donné lieu à beaucoup de manifestations de la part notamment du monde étudiant et lycéen [...] et il est vrai que l'IUG avait été bloqué mais par des étudiants qui n'étaient pas de l'IUG.»

C'était assez symptomatique de la faible mobilisation militante de la part des étudiants. Et c'est assez étonnant parce que tu retrouves un phénomène similaire dans les écoles d'architecture. L'une des interprétations peut-être aujourd'hui encore de ces choses là, mais elle n'est peut-être pas valable, c'est que c'est vrai que les métiers auxquels on forme dans les instituts d'urba et même les écoles d'architectures, sont des métiers que progressivement, au cours des études, tu sens réels, on touche souvent du doigt le monde professionnel via les ateliers, via les alternances. Et donc je pense que dans ces catégories d'études, les étudiants ont un horizon professionnel plus clair, il y a moins d'incertitude quant à la possibilité de trouver un emploi. Même si il y a le chômage, je pense aux archis notamment, c'est pas évident hein. Mais c'est des emplois qu'on s'imagine plus facilement, vu que c'est des formations qui sont très appliquées tu as un rapport au métier futur qui est plus évident je pense que c'est moins évident dans les sciences humaines et sociales, même en géographie, en philosophie, en histoire, même dans les langues appliquées. Tu as aussi une plus grande difficulté à te représenter dans le monde professionnel dans le champ de ces études là. En économie je saurais moins dire. Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles il y a un déclin progressif de l'action militante dans ces formations, en tout cas à Grenoble. Je parlerai pas pour le reste de la France.»

Extrait de l'entretien n°5

«Je pense que c'est dû à la discipline, les gens qui font archi/urba ce sont souvent des gens qui sont très dans le concret, qui ont fait le choix d'un travail très concret ou qui sont plus dans l'artistique mais du coup dans un artistique qui malheureusement aujourd'hui est dépolitisé. Ça n'a pas toujours été le cas, après on est globalement aujourd'hui dans un contexte très dépolitisé en général. Où ça s'extrême de certains côté, mais sinon globalement on sait plus comment s'engager, on sait plus sur quoi s'engager. A part les questions d'écologie qui restent très peu sociale moi je trouve, c'est très compliqué. Mais je pense qu'il y a aussi un effet de la discipline, du choix qu'on a fait.»

Extrait de l'entretien n°2

Une des caractéristiques de la formation en urbanisme de Grenoble est son aspect professionnalisant, notamment grâce aux stages et alternance.

La maquette de cours permet donc moins de former à des questions liées aux sciences humaines. L'aspect technique apparaît ici comme plus mis en avant. Cela semble plutôt paradoxal puisque les métiers de l'urbanisme sont partie prenante des politiques publiques, ce qui demande de la critique aux opérationnels. D'après certains, la balance entre le technique - plus lié aux écoles d'architecture - et les sciences humaines sociales, prend un nouveau équilibre.

«Il y a des factions politiques même à l'IUGA c'est clair. IL y a même une forme de radicalisation des positions de gauche. Tu vois de plus en plus des sujets sociétaux qui commencent à présider aux objets de recherche : le genre dans l'espace public, la théorie de l'effondrement et la collapsologie qui sont des débats qui viennent des sciences humaines, qui sont très importants, c'est une lecture nouvelle de certaines formes de domination, de rapport sociaux dans l'espace et qui de plus en plus ont un rôle important, parce que c'est des sujets qui sont financés et qui font débat et dans lesquels on se retrouve ou on se retrouve pas. Moi je m'y retrouve pas toujours, même rarement.»

Extrait de l'entretien n°5

Ces sujets de recherches sont considérés comme nouveaux. La question de la place de la femme dans l'espace public se pose pourtant déjà dès les années 1970 à l'UER Urbanisation.⁶⁸ Le terme de «faction» revêt un caractère très fort, cela fait référence au champs lexical de l'armée, au trouble. Comme durant les premières années de l'UER il semble y avoir une opposition entre différentes conceptions du métier d'urbaniste, entre différentes façons d'enseigner. La définition de ce que devrait être le rôle des sciences sociales n'est pas la même pour tout le monde, certains ne semblent pas trouver leur place au sein de l'Institut d'Urbanisme

«On est dans un institut d'urbanisme dans lequel on est un peu censé être ceux qui servent à rien. On n'est pas dans la pratique, on n'est pas dans le projet. Il y a cette prévalence du projet, de la géographie active, qui sert à faire quelque chose. Et c'est vrai que nous on défend des postures plus réflexives. De plus en plus on essaye de qualifier

68 SAINT-MARTIN Claire, VIALON Ghislaine, *Pratiques et représentations féminines de l'espace urbain*, thèse de 3ème cycle, UER Urbanisation, 1980

ce que ça veut dire d'utiliser les sciences humaines et sociales pour apprendre à agir.»

Extrait de l'entretien n°1

Le projet et l'atelier permettent le passage à l'action. Les enseignants chercheurs ont des trajectoires différentes dans leur carrière. Certains sont directement issus du monde universitaire et de la recherche, d'autres ont eu une pratique en tant qu'urbaniste ou architecte urbaniste. L'atelier permet de reconnecter ces enseignants à la pratique. Le passage à l'action est considéré par certains comme un facteur dépolitisant. L'action est perçue comme un geste demandant une plus grande neutralité. La littérature scientifique produite par certains chercheurs travaillant à l'Institut développe également de plus en plus de travaux sur le «faire» et sur «l'âge du faire». Il s'agit d'un concept introduit par Michel Lallement en 2015,⁶⁹ son travail s'intéresse au mouvement faire, notamment aux hackers californiens dont certains d'entre eux forment des communautés qualifiables d'anarchistes. Le faire pourrait-il donc être considéré comme le pendant engagé et politique de l'action ? L'aspect révolutionnaire du «faire» de Michel Lallement reste en tout cas peu présent à l'Institut.

«Je vais utiliser mon joker. Non je pense pas, honnêtement on n'en a pas beaucoup [de révolutionnaires]. Dès lors qu'on est confronté à l'action, la révolution elle cède la place à la réforme. Les révolutionnaires sont d'abord poussés par le contre avant d'être poussé par le avec, moi je suis plutôt sur le avec que le contre.»

Extrait de l'entretien n°7

L'action contraindrait donc à être réformiste, certains enseignants se réclament pourtant de l'éducation populaire qui dans certains cas peut être une composante de la révolution. L'éducation et l'enseignement, sans être populaires, sont une forme d'engagement défendue par les enseignants.

2- La transmission par l'enseignement

Pour tous les enseignants-chercheurs intéressés, l'enseignement est une partie importante de leur travail et constitue un engagement en lui-

69 LALLEMENT Michel, *L'âge du faire - Hacking, travail, anarchie*, Seuil, 2015

même. Comment se croise cet engagement pour la transmission avec des engagements plus politiques et plus personnels ?

«Il y a peut-être un premier champ sur : «pourquoi tu fais ce métier?» Pour la transmission ? C'est quand même pour moi un engagement, vis à vis des étudiants, des étudiantes, de l'état aussi, C'est un premier niveau et il y aussi la voix que tu peux porter sur la ville.»

Extrait de l'entretien n°4

«Quoiqu'il arrive je suis complètement engagé, ça c'est certain, puisque je suis enseignant-chercheur mais d'abord je me définis comme urbaniste et un urbaniste qui essaye d'exercer son métier à travers plusieurs casquettes : l'enseignement avec une volonté très claire de former de futurs urbanistes mais aussi des citoyens et de jeunes adultes que j'espère être en capacité de faire leur vie d'adulte, de citoyen et d'urbaniste.»

Extrait de l'entretien n°7

L'Institut d'Urbanisme reste donc avant tout un établissement de formation, à la fois de futurs praticiens, mais aussi de futurs citoyens. Cependant, tous les enseignants ne pensent pas qu'il soit nécessaire de former les étudiants à l'engagement.

«Je ne pense pas qu'on doit former à l'engagement, je pense qu'on doit former les étudiants au sens critique et honnêtement je pense qu'on le fait pas assez, qu'on a pas assez de place pour former les étudiant à l'esprit critique, parce que l'esprit critique qu'on peut amener c'est un esprit critique scientifique. Ça, ça demande du temps. C'est pas avec un petit séminaire de recherche et quelques CM par-ci par-là qu'on y arrive. Il faudrait un lien avec la recherche beaucoup plus fort qui permet de faire comprendre aux étudiants que la recherche qu'on fait en urbanisme et aménagement c'est pas un truc qui les regarde pas parce qu'ils vont travailler en collectivité. C'est au contraire les armes principales qu'ils peuvent avoir dans la vie professionnelle et aussi pour développer un engagement s'ils le souhaitent, et s'ils le souhaitent pas qu'ils soient quand-même capables de se positionner, parce que sinon on finit quand-même par être des techniciens qui exécutent alors qu'on a l'ambition de

former des gens qui vont produire des choses utiles pour la société.
Je trouve que c'est ça qu'il faudrait faire plus.»

Extrait de l'entretien n°2

L'expression «technicien qui exécute» peut être retrouvée formulée différemment dans le rapport de 1975 : «le technique, le professionnel pur gobe, a pour fonction de gober». Cette idée que l'hyper technicisation des étudiants entraîne un affaiblissement de la critique est donc toujours présente cinquante ans après les débuts de l'UER. Cette volonté de ne pas former à l'engagement est partagée par d'autres.

«L'idée c'est pas du tout de former à l'engagement politique dans le sens appartenance à une formation mais c'est plus comment participer au débat public, comment comprendre les débats publics, notamment sur les questions d'aménagement de l'espace. [...] Faire prendre conscience aux étudiants que toute réalité sociale est porteuse de débats publics dans lesquels on peut intervenir de différentes manières, certaines par la construction de savoir, c'est ce qu'on défend et par la construction d'actions, avec d'autres personnes, avec des dimensions participatives qui peuvent passer par l'éducation. C'est plutôt donner aux étudiants la capacité de se positionner.»

Extrait de l'entretien n°1

«Il y a des fondamentaux qu'il faudrait pas oublier, on n'est pas là pour être l'antichambre de débats militants sur des idéologies, on peut tout à fait avoir ses idéologies et ça c'est tant mieux mais il faut savoir quel est notre rôle dans la société. On n'est pas là pour se substituer aux politiques, on peut le devenir, en tant que citoyen. En tant qu'urbaniste on peut le devenir aussi, mais à l'institut d'urbanisme il y a un champ de compétence à acquérir et qui doit être quand c'est le cours pertinent, le lieu de débat de comment la société évolue. On fait pas la ville pour la société d'hier, on la fait pour celle d'aujourd'hui et celle de demain. Donc il faut être ancré dans le siècle, ancré dans les débats, c'est comprendre la lecture des débats.»

Extrait de l'entretien n°5

Ici la formation à l'engagement est comprise dans le sens de l'engagement politique, cependant former à la participation aux débats publics est une forme d'enseignement à l'engagement dans la chose publique. Le second témoignage réfute la formation au politique car l'institut n'est pas le lieu pour. L'enseignement des "fondamentaux" techniques pourrait aussi être entaché par une formation aux politiques publiques. Certains professeurs ont une vision plus indéterminée.

«Je sais pas si on doit former à l'engagement. On peut montrer comment on s'engage, on peut le montrer à travers des cours. Ça peut passer aussi par les travaux dirigés, montrer comment on s'engage dans un projet avec des méthodes et des outils et que ces outils pour être bien utilisés, il y a besoin d'avoir une conscience de leur portée. Trop souvent les jeunes collègues aujourd'hui pensent qu'il suffit de savoir maîtriser un outil pour l'appliquer, non. L'outil, il est au service d'une politique, et on choisit l'outil en fonction d'une politique, d'un projet d'une stratégie. Et l'outil ne doit jamais se substituer à l'objectif premier qui est le projet. On doit former les étudiants à savoir utiliser un outil à bon escient.»

Extrait de l'entretien n°7

Là encore l'idée que le technique doit être lié à la critique ressort. D'autres enseignants pensent qu'il est nécessaire de former au politique et à l'engagement.

«Oui je pense et en fait, moi je crois que c'est l'une des forces de l'université. On le fait dans nos enseignements [former à l'engagement], on est en sciences humaines et sociales donc on est dans des disciplines qui s'y prêtent. On le fait par nos enseignements, moi je pense qu'il faut le faire avec une certaine forme de vigilance, parce qu'après tout on ne détient pas la vérité absolue. Mais on le fait par nos enseignements en sensibilisant à certaines questions, sur les inégalités, selon le sujet sur lequel on travaille. Et puis on le fait aussi par tout ce qu'on va soutenir à côté, les ateliers populaires, des séances de débat, faire venir quelqu'un qui justement là s'affiche comme étant justement très engagé sur.»

Extrait de l'entretien n°6

Au final, peu importe comment les enseignants se positionnent vis à vis de la formation à l'engagement, leurs discours restent sensiblement similaires. Tous mettent en avant l'importance de la formation à l'esprit critique, tous souhaitent donner les outils de lecture nécessaires aux étudiants afin qu'ils puissent se positionner dans les débats publics et politiques. Certains enseignants essaient tout de même de sensibiliser les étudiants à des enjeux qui leurs tiennent à coeur.

«Transmettre les enjeux d'agroécologie, environnementaux.»

Extrait de l'entretien n°4

«Moi j'essaye de sensibiliser à fond sur les grands enjeux mais dire aux gens vous devez faire ci ou faire ça je pense pas que ce soit la bonne façon de faire. Au contraire ça braque ceux qui sont déjà pas forcément convaincus et ceux qui sont déjà convaincus ils seront encore plus convaincus. C'est contreproductif de vouloir être dans le normatif.»

Extrait de l'entretien n°3

Ces grands enjeux sont avant tout écologiques et environnementaux. Tous les enseignants ne les transmettent pas de la même manière, certains prêchent l'exemplarité, d'autres ont un approche plus directe. Dans la formation à l'engagement et au politique, l'atelier tient lui aussi une place toute particulière.

«Tout le temps qu'on dédie aux ateliers pour moi c'est une forme d'engagement qui est pure, je veux dire c'est presque du bénévolat ce que l'on fait. On passe énormément de temps sur ces ateliers, et les heures qu'on compte derrière sont à moins de la moitié. Et finalement on le fait toujours parce qu'on se met... voilà dans des situations de risque et de péril avec des acteurs qui nous sollicitent ou qu'on va nous solliciter parce qu'on pense que c'est... parce qu'il faut s'intéresser à certaines situations.»

Extrait de l'entretien n°2

«Je pense que les ateliers sont le moment où on touche du doigt ce qui fait bien et comment. Ça peut être un espace public, un équipement, se poser la question du vivre ensemble, ça peut être tarte à la crème mais c'est comme ça. L'atelier c'est aussi le moment

ou tu te frottes au politique, où tu vois un élu, tu déconstruis sa posture. Je pense que c'est un moment important pour pas mal d'étudiants de voir la salle du conseil municipal, ils voient un adjoint, un élu, ils voient ce que c'est un élu par rapport à un technicien, les hiérarchies, les rapports, ce que c'est qu'un politique dans toute sa splendeur. C'est un moment où l'étudiant voit un peu les coulisses du fonctionnement de nos institutions.»

Extrait de l'entretien n°5

L'atelier en lui-même est une forme d'engagement, le choix de la commande peut lui aussi témoigner d'une forme d'engagement à travailler sur certains terrains, sur certains sujets, plutôt que sur d'autres. Comme pour les cours théoriques, le choix des thématiques d'atelier n'est pas innocent. L'atelier permet donc une forme de découverte du monde politique. Ceux qui sont menés ici sont généralement des commandes portées par des acteurs publics. Les commanditaires peuvent ainsi être la Ville de Grenoble ou d'autres communes, la Métro, des départements, l'AURG, des partenariats avec des associations peuvent aussi avoir lieu. La dimension politique est donc très importante.

«Une fois qu'on contractualise, il faut qu'on puisse rendre des résultats.»

Extrait de l'entretien n°1

Le système de commande implique une forme de subordination au commanditaire. Les enseignants tentent de prendre de la distance vis-à-vis de celle-ci, ou de la reformuler. Cependant il reste difficile d'évaluer concrètement la distance que les étudiants prennent d'eux mêmes avec la commande. Celle-ci réclame que certains objectifs soient remplis, elle cadre le terrain d'étude et elle oriente initialement les travaux menés par les futurs urbanistes. L'institution et les étudiants sont également liés par des financements à leur commanditaire puisque l'institut est rémunéré pour réaliser des ateliers. Les enjeux politiques se jouent donc en amont de l'atelier, pendant l'atelier mais également après l'atelier. Les travaux étudiants sont en effet parfois réutilisés et peuvent ouvrir la voie à certaines actions politiques.

Certains enseignants regrettent le manque de recul pris par les étudiants qu'ils jugent trop «naïfs». D'autres regrettent qu'il n'y ait pas un cours associé à l'atelier.

«Il faudrait des cours liés aux ateliers, dans lesquels on mène plus une réflexion théorique tranquillement à côté de l'atelier, comme ça arrive souvent dans les écoles d'archi. En fait tu as des séminaires associés aux ateliers en master où on peut avoir ces espaces de discussion et où on peut réfléchir à l'esprit critique, et à comment développer un esprit critique vis à vis de l'action. Ce qui est complexe.»

Extrait de l'entretien n°2

Pour autant la présence de l'atelier dans la maquette n'est remise en cause à aucun moment.

«L'atelier c'est vraiment un moment essentiel c'est ce qui nous caractérise.»

Extrait de l'entretien n°7

Une nouvelle dichotomie, entre le technique et politique, émerge du rapport à l'action et des conceptions de l'enseignement.

3- Une dichotomie technique/politique

De ces rapports à la discipline, à la pratique et à l'enseignement de l'urbanisme naît une nouvelle dichotomie. L'UER Urbanisation baigne dans la dichotomie pouvoir/savoir telle que définie dans le rapport de recherche, l'institut d'aujourd'hui semble être tenu dans une dichotomie technique/politique. Cette dichotomie est d'ailleurs évoquée par certains enseignants qui partagent d'ailleurs des visions très opposées de cette dichotomie.

«C'est tout l'équilibre qui est à trouver en permanence dans le champ de l'urbanisme entre une technicisation élevée de nos métiers et une vision de la société dans l'espace qui pour le coup est très politique et très noble et malheureusement bien souvent on est sur le volet technique qu'on veut rendre politique mais en voulant le rendre politique on simplifie tout. C'est à dire considérer qu'on ne produit de la ville que pour du logement social ou pas, donc on est face à

des gens qui sont pour ou contre les pauvres, c'est trop simpliste comme vision de la société. Tu te rends compte que souvent il y a des mécanismes de financements, qu'il y a des politiques publiques qui s'empilent entre l'échelon intercommunal et l'échelon municipal. [...] Parfois il faut revenir à la dimension technique, mais sans être aveuglé par la dimension technique.»

Extrait de l'entretien n°5

«Il y a une formation aux politiques publiques qui peut être faite et ça n'a rien à voir avec les idéologues, ça peut être totalement fait par d'autres personnes. Ils mélangent le fait d'opposer la technique et le politique, comme s'il y aurait deux côtés. Technique pour eux c'est les formes tout ça et le politique pour eux égale idéologie. Mais en fait pour moi on peut très bien former au technique avec une idéologie comme tout un chacun le fait en fait, forcément. Et tu pourrais très bien former aux outils, à la technique politique, avec ou non une idéologie. Et il y a un magma, et c'est con.»

Extrait de l'entretien n°4

Deux positions sont défendues ici. La première souhaite limiter la politisation du technique, alors que l'autre souhaiterait au contraire une politisation plus grande du technique. Cette opposition ressemble fortement à celle qui traverse l'UER Urbanisation entre le savoir et le pouvoir, elle semble elle aussi être la clé de voûte de l'Institut d'Urbanisme. Ce jeu d'opposition se retrouve à différents niveaux dans l'institution. Il prend une place importante dans les jeux de pouvoir autour des ateliers, du contenu de la maquette, de l'intitulé de certains cours. Le master UPU est par exemple plus orienté technique, le master UCI lui n'est pas spécifiquement politique mais est le descendant de l'ancien master politique publique. Le master DU peut être considéré comme un hybride entre le technique et le politique.

Une autre dichotomie peut-être tirée des entretiens, il s'agit de la dichotomie scientifique/intellectuel. C'est à dire entre une posture de la création de connaissances et une posture de mise en débat dans l'espace public Celle-ci pourrait être relativisée avec la précédente afin d'arriver à une trichotomie technique/politique/scientifique qui pourrait coller de manière plus précise à la réalité dépeinte par les entretiens. Ces trois grands axes semblent difficilement conciliables.

«Je commence tout juste à rentrer dans ce jeu là. J'ai pu remarquer depuis que je suis ici que je me retrouve dans une situation de pouvoir, même si c'est un pouvoir qui n'est pas très... hein. Mais quand-même l'enseignant chercheur représente un certains type de pouvoir. Mais quand-même il est sollicité aussi par le politique parce que on veut son avis, son travail, on veut être au courant de son travail, on veut orienter son travail. Et donc la relation avec le politique elle est très complexe, donc moi j'essaye de ne pas trop me lancer trop vite dans les choses, je suis toujours un peu... voilà. Après il y a des occasions qu'il ne faut pas louper donc on y va mais je pense que ce qui sauve la situation c'est que de toute manière quand on a des méthodes scientifiques et des attentes précises du point de vue scientifique on n'est pas instrumentalisable, parce que c'est la méthode qui décide qu'on va être honnête et qu'on va dire les choses comme elles sont.»

Extrait de l'entretien n°2

La posture scientifique montrée ici semble exclure la posture politique, sauf opportunités. La posture scientifique s'appuie sur la méthode et prône une hauteur vis à vis du sujet d'étude. La discipline de l'urbanisme implique donc de nombreuses formes d'engagements différentes qui se traduisent par différentes postures. Ces engagements s'expriment au travers de structures et d'institutions.

C- S'engager pour l'institut, vivre à l'institut

L'institut lui-même, en tant que lieu et en tant qu'institution, constitue une composante non négligeable des engagements des enseignants chercheurs. Il convient donc de s'intéresser à son fonctionnement, à sa vie.

1- S'engager dans les institutions

L'engagement des enseignants-chercheurs pour et par les institutions se fait à différents niveaux et de différentes manières pour différents objectifs. L'engagement de certains chercheurs est par exemple syndical.

«On est un institut au sein duquel il y a énormément d'élus. Là c'est l'engagement universitaire, au service de la discipline urbanisme. Cette année il doit y avoir six collègues qui siègent au CNU.»

Extrait de l'entretien n°7

«Je suis élue au CNU. On est des listes avec des orientations politiques. Je suis élue au niveau de la COMUE.»

Extrait de l'entretien n°4

Le CNU est le Conseil National des Universités, créé en 1945, il est divisé en 77 sections représentant chacune une discipline scientifique. Cette instance est notamment en charge de la distribution des promotions et des Congés pour Recherches ou Conversions Thématiques (CRCT). Au moins les deux-tiers des membres sont élus. Le CNU a déjà fait l'objet de controverses au sujet d'auto-promotions, dont l'un des principaux mis en cause est Michel Maffesoli, ancien enseignant de l'UER Urbanisation.⁷⁰ Cette instance est pour certains un lieu d'expression politique qui permet de se manifester sur le statut d'enseignant-chercheur. Le système de promotion peut apparaître inégalitaire pour certains. Le système des primes est lui aussi combattu à différentes échelles par un des interviewés. Le CNU semble éminemment politique puisque les listes qui le composent sont principalement syndicales.

70 MAFFESOLI Michel, *Notes sur la "grippe cochonne"*, 2010

«Je fais partie des gens qui militent pour qu'au niveau de la promotion des maîtres de conf', tu vois un maître de conf', très âgé, qui est toujours resté maître de conf', pour X ou X raison, parce qu'il a eu des enfants, parce qu'il a été élu local etc... qu'il puisse avoir des revalorisations salariales, parce que ces gens là ils comptent aussi.»

Extrait de l'entretien n°4

Cet engagement est donc en partie détaché de la discipline urbanisme puisqu'il défend avant tout des questions globales autour du statut d'enseignant-chercheur. Il s'exprime cependant au sein de la section 24 : «Aménagement de l'espace, urbanisme». Les oppositions sont donc à l'intérieur d'un collège de chercheurs en urbanisme.

La COMUE, Communauté d'universités et établissements, est créée en 2013. Cette instance a pour mission de coordonner un regroupement d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche d'une université. Elle peut par exemple délivrer des diplômes. Cette engagement à la COMUE permet de défendre les intérêts de son établissement à l'échelle de l'université. L'engagement peut-être motivé par d'autres objectifs.

«Certains participent beaucoup, j'en fais partie, au sein de l'OPQU, l'APERAU, l'AESOP qui est l'association européenne.»

Extrait de l'entretien n°7

Ces différentes associations sont l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes, l'Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme et Association of European Schools of Planning. Cet engagement est donc un engagement pour un autre statut, celui d'Urbaniste. La reconnaissance de la profession n'est pas totalement acquise. Sa protection et sa promotion ne sont pas encore totalement définies, cet engagement dépasse le cadre de la recherche pour aller dans le cadre de l'action, de la pratique. Par ces engagements, certains chercheurs montrent un intérêt plus grand pour la pratique que la recherche, notamment en se définissant en tant qu'urbaniste avant de se définir en tant qu'enseignant chercheur. La défense du statut ne fait d'ailleurs pas l'objet d'un consensus.

«On s'est beaucoup battus l'an dernier avec l'APERAU et l'OPQU pour essayer de faire passer dans un texte de loi la reconnaissance de l'urbanisme dans les documents d'urbanisme. Ça a été des réunions, des réunions, une activité de lobby. Infructueuse, complètement infructueuse. Toutes nos propositions sont passées à la trappe. Une des raisons c'est que la famille des urbanistes est particulièrement divisée. On n'a jamais été en capacité sur un dossier comme ça d'avoir une position commune avec le CNJU qui a des positions très engagées, particulièrement militantes et radicales que je ne soutiens absolument pas. Le CNJU se bat pour que l'urbanisme soit reconnu mais que le titre d'urbaniste soit automatiquement délivré à tout étudiant ayant un master d'urbanisme sachant qu'ils s'opposent à ce que cela soit réduit aux instituts qui sont qualifiés par l'APERAU, donc ils lui refusent la possibilité de définir ce qu'est un master d'urbanisme et d'aménagement, laissant le soin à l'état ou aux universités qui ouvrent des master de définir ce qu'est un master d'urbanisme. Et en ça je suis particulièrement opposé. Parce que ce qu'on voit c'est de plus en plus des universités dans lesquelles des filières de géographie qui vont pas très bien, s'inscrivent, transforment leurs masters d'aménagement en master d'urbanisme et d'aménagement, sans qu'il y ait au sein de ces masters là tout ce qui doit concourir à faire un urbaniste, c'est à dire les ateliers, les stages, le lien au terrain, la pratique professionnelle, les enseignements liés à la représentation donc au dessin, les enseignements juridiques. Et puis parfois il y a même très peu d'enseignants urbanistes, au sens de la 24ème section, sans même parler d'urbanistes qualifiés.»

Extrait de l'entretien n°7

Ces engagements au sein des associations révèlent donc différents positionnements idéologiques sur la qualification du métier d'urbanisme. Le CNJU (Conseil National des Jeunes Urbanistes) est une association créée en 2010 qui lutte elle aussi pour la protection du métier d'urbaniste. Comme en 1975, l'absence de consensus précis sur la pratique semble être un frein à l'évolution de la définition et de la reconnaissance du métier.

Un enseignant regrette la faible présence de membres de l'institut dans des instances plus politiques.

«On n'est pas assez présent dans toute une série d'instances qui ont quand même une dimension politique. C'est pas de l'engagement,

c'est de la représentation.[...] C'est porter les intérêts de l'institut d'urbanisme comme centre de formation qui peut être un des lieux réceptacle des débats. Ça peut être avoir des collègues qui pourraient être plus présents dans les conseils d'administration de certaines structures publique et para-publiques. Sans que ce soit politique, l'institut d'urbanisme c'est un lieu important pour ces choses-là.»

Extrait de l'entretien n°5

Assurer la représentativité de l'Institut est donc un paramètre important. Avoir une visibilité auprès d'acteurs politiques et publics permet de disposer de financements, de débloquer des partenariats, d'obtenir des commandes pour les ateliers étudiants. Cela n'est pas considéré ici comme de l'engagement ce qui suppose un effacement des convictions personnelles au profit des intérêts supérieurs de l'institut. Pour autant il est difficile de dégager un consensus sur ce que seraient ces intérêts de l'institut.

Les engagements institutionnels des chercheurs de l'Institut sont donc multiples et ont des objectifs variés. Certains s'engagent dans le système universitaire pour le statut d'enseignant chercheur, d'autres pour le statut d'urbaniste et encore d'autres pour l'Institut lui-même et sa vie quotidienne.

2- Une vie collective en retrait

L'UER Urbanisation est à son origine un espace de formation plutôt collectif, tout le monde s'y connaît, les enseignants participent aux séminaires de leurs collègues, les espaces de débat avec les étudiants sont omniprésents. Les préoccupations tournent notamment autour du cadre de vie et de la vie quotidienne. Quelle est aujourd'hui l'engagement dans la vie quotidienne de l'Institut ? Quelle est la place accordée aux débats ?

Un manque dans la participation à la vie de l'Institut est déploré chez plusieurs personnes.

«Par rapport à une fac d'histoire, ici c'est complètement mort. Ici on a tous un peu l'impression de venir, de bosser le plus vite possible et après on s'en va alors qu'on y passe quand-même beaucoup de temps.»

Extrait de l'entretien n°2

La spécificité de l'Institut par rapport à d'autres composantes est mise en avant, l'Institut ne vivrait pas beaucoup, les rapports interpersonnels entre les chercheurs semblent avant tout être des rapports de travail avant d'être des relations amicales. L'Institut est donc principalement perçu comme un lieu de travail, le prolongement des relations est limité. Des discussions hors entretiens ont permis de révéler que certains chercheurs regrettent le faible nombre de rencontres collectives entre le personnel en dehors des cadres du travail. La méconnaissance de certains chercheurs entre eux peut expliquer en partie l'invisibilité de certains engagements et le détournement des postures d'affichage des valeurs défendues par chacun.

«On discute pas de nos carrières, on discute pas des droits, des devoirs, on discute pas d'engagement, on discute de rien en fait. Il faut tourner. [...] C'est non dit, c'est implicite.»

Extrait de l'entretien n°4

L'implication dans la vie et la gestion même de l'Institut semble être limitée.

«On pourrait très bien prendre en main la cafétéria du lieu.»

Extrait de l'entretien n°1

Il est vrai que l'Institut ne donne pas l'impression d'une forte implication que ce soit chez les étudiants ou chez les professeurs. La cafétéria est en effet gérée par le CROUS, l'aménagement de la cour intérieure est en question depuis des années. Une initiative de jardin partagé a été lancée en 2019, celle-ci a permis de rassembler étudiants et professeurs, il reste difficile d'en mesurer les résultats aujourd'hui. Ces éléments peuvent paraître anecdotique mais ils pourraient permettre de créer un effet de corps plus important, plus proche de celui de l'UER, qui pourrait faciliter la communication et les liens entre toutes les composantes de l'Institut. Malgré cela, d'autres enseignants semblent apprécier la vie collective.

«Bon on est dans un monde assez facile où quasiment tous les collègues sont de gauche, quasiment tous nos étudiants sont de gauche. Donc ça se passe plutôt bien on est entre nous.»

Extrait de l'entretien n°6

«Il n’y a pas dans le corps enseignant à ma connaissance aujourd’hui, des dissensions politiques qui transpirent dans la vie collective. Il y a des dissensions politiques, mais elles n’impactent pas comme elles ont pu impacter à une époque les choix pédagogiques, les intitulés de cours, les types de cours qui sont donnés.»

Extrait de l’entretien n°5

L’aspect politique ne semble donc pas, pour ces enseignants, prévalent dans la construction des rapports. La «gauche» permettrait de créer une forme d’entre soi. La gauche reste tout de même aujourd’hui fortement divisée, comme au début de l’UER, ce que signalait un enseignant : «Des combats épiques sur des inepties, des différences infimes entre gens du PC et du PSU ou du PS, qui se font une montagne de leurs différences qui sont quasi inexistantes.»⁷¹ L’orientation de la maquette des cours ne serait pas non plus définie par le politique, cette vision n’est pour autant pas partagée par l’ensemble des professeurs. La relative «bonne ambiance» présentée ici n’a pour autant pas toujours été présente.

«Après, au sein de l’institut, il y a une période dont j’ai pas envie de parler, il y eu des blocs, il y a eu des gens dans une situation de pouvoir et d’autres qui ne l’étaient pas. Depuis quelques années c’est plutôt l’absence de blocs, l’absence de conflits. Un institut qui a su achever sa réforme entre autre autour de la réorganisation du master. Ça a été des moments assez importants. Quand on est passé du master science du territoire au master urbanisme.»

Extrait de l’entretien n°7

La santé de la vie de l’Institut semble donc s’être améliorée depuis ces dernières années. Cette référence au passé proche est revenue à plusieurs reprises dans quelques autres entretiens. Le mot «bloc» est très fort. Son emploi ici renvoie directement à une image de guerre froide. La vision de l’Institut est influencée par la date d’arrivée des enseignants, ceux ayant vu l’évolution auront tendance à trouver l’Institut “apaisé”.

71 AUGOYARD Jean-François, BOUSSET Christian, MEDAM Alain, PESSIN Alain, TORGUE Henry, *L’urbain de l’action, l’urbain du savoir à Grenoble*, UER Urbanisation, 1975

«Mais ceci dit je trouve qu'aujourd'hui, à Grenoble, malgré ce que je viens de te dire, le cadre de travail il est super. [...] On a fusionné avec les géographes, Pacte s'est remodelé, et justement il y a plus de jeu, on peut plus parler, pour moi il y a plus de liberté de travail, de penser. Et j'ai l'impression que le monde politique va plutôt mal, le monde universitaire va plutôt mal, qu'à Grenoble c'est pas pire. Il n'y a pas à rougir et ici non plus.»

Extrait de l'entretien n°4

Les évolutions récentes seraient donc positives, la fusion est un élément déterminant de la vie à l'Institut qu'il convient de traiter spécifiquement.

3- La fusion entre urbanisme et géographie, une reconfiguration de l'engagement ?

La récente fusion entre l'Institut de Géographie Alpine et l'Institut d'Urbanisme de Grenoble constitue une modification profonde de l'organisation de l'administration, de l'enseignement et de la recherche à la Cité des Territoires. Cette fusion ne s'est d'ailleurs pas réalisée facilement.

«Il y a 15 années de projets de fusions inabouties, parce que je pense que les gens qui s'y opposaient étaient suffisamment forts pour faire capoter les projets de fusion et puis parce qu'il y avait beaucoup de méconnaissance de l'autre. Parce que même si on était sur le même site on était dans deux universités différentes⁷² et ça c'était incroyablement prégnant. Il y avait deux cultures d'entreprise différentes et ça débouchait sur des représentations de l'autre, alors qu'on est voisins, qui étaient parfois très erronées. L'autre était vue comme une menace, un danger soupçonné de ne pas être travailleur, d'être impécunieux, d'être arrogant.»

Extrait de l'entretien n°7

La fusion a donc été problématique. L'Institut d'Urbanisme s'est rapproché de l'architecture dans les années 2000, notamment par l'arrivée de l'atelier.⁷³ La fusion avec les géographes opère quant à elle un rapprochement plus fort

72 L'IUG faisait partie de l'UMPF, l'IGA faisait parti de l'UJF

73 ROMANO Fleur, *Débattre de l'urbanisme : histoire de l'IUG*, mémoire de master en sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jennifer Buyck, IUGA, 2017

avec les sciences sociales qui peut être considéré comme s'éloignant de la ligne directrice impulsée au début du XXI^e siècle.

«On est dans un institut d'urbanisme dans lequel on est un peu censé être ceux qui servent à rien.»

Extrait de l'entretien n°1

Difficulté donc de trouver sa place dans l'institution, l'arrivée des géographes au sein d'urba pourrait entraîner une nouvelle réflexion sur le rapport à l'urbain afin qu'ils puissent trouver une certaine position. La maquette du master Urbanisme et Aménagement commence d'ailleurs à être repensée.

«Il va falloir réformer à nouveau, ça c'est évident. Ce système là il fonctionne super bien en ce moment, on est hyper serein. Avec la nouvelle accréditation et avec la fusion, ce système là va devoir évoluer. Et on sait pas dans quelle mesure les évolutions vont impacter son équilibre, son économie globale.»

Extrait de l'entretien n°7

Des discussions sont entamées pour intégrer d'autres masters issus de l'Institut de Géographie à la mention «Urbanisme et Aménagement». La formation que les étudiants ont sûrement tendance à percevoir comme une machine figée et immuable est en réalité bien mouvante. Ces reconfigurations impliquent une confrontation entre différentes visions du métier d'urbaniste. Si l'Institut est à un point de relatif équilibre entre les différentes «forces», l'implication croissante des géographes et la «nouvelle vague» d'enseignants-chercheurs pourraient modifier cet équilibre et faire pencher la balance d'un côté ou d'un autre. Cette fusion pourrait être à terme le catalyseur des confrontations entre différentes postures politiques, différentes formes d'engagements, différentes manières d'enseigner, différentes conceptions de l'urbanisme.

«Entre ici, les géographes, l'école d'architecture, il y a une nouvelle génération d'enseignants chercheurs dont je partage beaucoup de visions et avec qui j'ai beaucoup de plaisir à travailler. Et du coup on partage beaucoup de positions vis à vis de la recherche, vis à vis de l'enseignement, du politique.»

Extrait de l'entretien n°2

«À la fusion, c'est tout récent, au niveau des maîtres de conf on se demandait... Moi j'avais envie de porter une liste même si je sais qu'au conseil de composante c'est pas facile de faire une liste syndicale.»

Extrait de l'entretien n°3

La fusion double presque les effectifs de chercheurs et permet l'opposition d'un plus grand nombre de listes lors des élections internes, au conseil académique notamment. Cela n'a pas toujours été possible avant le regroupement, l'Institut d'Urbanisme n'ayant simplement pas les moyens humains ni administratifs de créer plus d'une liste. Le paysage politique est donc entièrement recomposé, les individus occupant des positions de pouvoir au sein des institutions universitaires sont donc amenés à changer. L'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine est donc en pleine période de mutation.

Conclusion intermédiaire

Les engagements des enseignants-chercheurs sont donc bien présents à l'IUG. Ils s'expriment à travers des postures multiples ayant chacune leur conception de l'urbanisme. Le militantisme est cependant rejeté par la plupart des enseignants. La discipline urbanisme impose d'elle même une forme d'engagement par l'action. Le statut d'enseignant-chercheur pousse à l'engagement par l'enseignement. Enfin, certains professeurs font le choix de s'engager dans diverses structures, qu'elles soient associatives, universitaires ou politiques. La récente fusion avec les géographes modifie l'équilibre établie entre les différentes visions des chercheurs.

Pour résumer cette partie sur l'engagement actuel des enseignants-chercheurs, une tentative de nouvelle typologie peut être réalisée. Celle-ci conserve une valeur strictement expérimentale. Elle est également incomplète mais se veut en partie représentative des différents profils présents. Il serait possible de la compléter de manière plus précise en interrogeant tous les autres enseignants de l'Institut.

L'axe du technique

Le techniciste : Pour lui l'enseignement technique est fondamental dans la formation en urbanisme. C'est un produit de l'Institut des années 2000. Les étudiants formés ont vocation à devenir des techniciens de la ville. Le politique, bien que présent pour lui, n'est pas l'entrée par laquelle il faut travailler, il s'agit avant tout d'un système qu'il faut comprendre.

L'urbaniste engagé : Il se définit avant tout en tant qu'urbaniste et travaille pour défendre toute une profession selon ses valeurs qui accordent une grande place au technique tout en gardant un regard critique. Son travail de praticien prend le pas sur ses recherches, il est alors plus urbaniste-enseignant que enseignant-chercheur.

L'axe du scientifique

Le scientifique pur : Il défend une posture apolitique et non engagée. Pour lui ses engagements personnels n'ont aucune interférence à avoir avec ses travaux de recherche ou son enseignement. L'engagement constitue un objet de recherche qu'il étudie grâce à une méthode scientifique qu'il a éprouvée. Ses recherches ont surtout pour objectif de défricher de nouveaux terrains d'études.

Le chercheur objectif : Il tient à garder une distance entre ses objets de recherche et ses convictions personnelles. Il considère sa posture comme étant politique mais tient à conserver une certaine neutralité dans ses travaux afin de pouvoir travailler avec des élus de tous bords politiques.

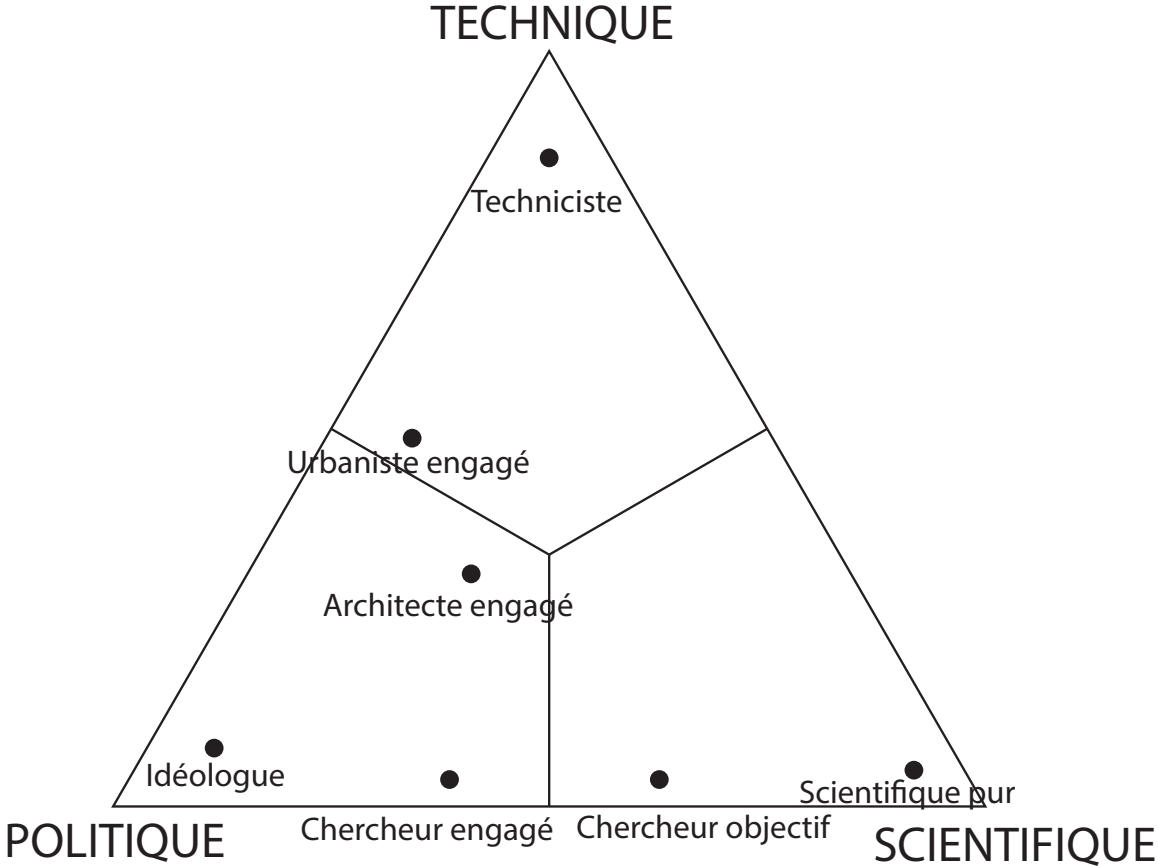
L'axe du politique

L'idéologue : Issu de la géographie sociale, l'urbain n'est pas l'objet principal de ses recherches mais plus un champ d'étude. Sa place nouvelle au sein de l'institut lui confère un positionnement difficile mais sa posture disciplinaire implique de facto une perception forte de son engagement de la part de ses collègues urbanistes.

Le chercheur engagé : Il défend une posture éminemment politique dans ses travaux et ses enseignements. Ceux-ci sont d'ailleurs en adéquation avec les enjeux qu'il soutient à titre individuel.

L'architecte engagé : Son travail mêle pratique, recherche et engagement. Il est motivé par une réflexion sur la dialectique entre la recherche et la pratique. L'université n'est pas son ambition initiale mais il y trouve un cadre de travail dans lequel il peut s'engager pleinement.

Cette typologie peut être représentée graphiquement :



Ce graphique n'a aucunement l'ambition de représenter précisément le positionnement de chacun, mais au moins d'esquisser de manière visuelle la situation de chaque «profil» au sein de son axe et d'identifier des types un peu plus hybrides. Cela ne permet cependant pas de situer les profils sur une échelle de l'engagement si l'on prend le terme "engagement" dans son acception large.

Conclusions

De l'UER Urbanisation à l'Institut d'Urbanisme : des problématiques transversales

Ce regard croisé porté sur l'engagement au sein de l'Institut en 1975 et aujourd'hui permet de faire émerger différentes problématiques transversales aux deux époques. Quelles questions posées aux origines de l'UER se posent encore aujourd'hui ?

L'engagement

L'engagement, thématique principale de ce mémoire, évolue grandement entre 1975 et 2019, tout en restant une problématique importante au sein de l'équipe des enseignants-chercheurs. L'engagement des origines est avant tout un engagement militant constitué autour d'un groupe d'individus affiliés au PSU et de la municipalité de Hubert Dubedout. L'engagement est fortement politisé, il est le fruit d'un contexte social et politique spécifique tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle grenobloise. Les cours sont le lieu de débats idéologiques et politiques. Les nouveaux chercheurs issus des sciences sociales, arrivés avec la recherche contractuelle participent à une relative dépolitisation de l'UER en considérant l'urbain avant tout comme un phénomène scientifique. Les acteurs de l'époque considèrent cette évolution comme un désengagement de l'UER qui se traduit notamment par une augmentation de la recherche individuelle au détriment de l'enseignement et des travaux collectifs. L'ambition originelle de l'UER ne fait plus consensus au sein des étudiants et des enseignants. Ce désengagement est-il pour autant total ? D'autres formes d'engagement apparaissent, une forme parfois plus scientifique mais aussi plus éloignée des idées défendues par le PSU. Aujourd'hui les engagements des enseignants à l'Institut se manifestent dans des formes beaucoup plus diverses, à travers des actions syndicales classiques, à travers l'enseignement, dans la protection de la profession d'urbaniste, dans les thématiques de recherche. La dimension collective de l'engagement est mise de côté, au profit d'un engagement plus individuel. Le

contexte politique n'est évidemment plus le même, l'Institut n'entretient plus des liens aussi ancrés et aussi forts avec la municipalité.

Que ce soit à l'UER ou à l'Institut, la majorité des enseignants sont situés plutôt à gauche de l'échiquier politique. Le curseur d'acceptation des idées de droite semblent s'être adouci.

La place des sciences sociales

Le rôle joué par les sciences sociales est un questionnement qui semble traverser les époques. Dès sa création, l'UER Urbanisation se veut adopter une approche pluridisciplinaire de l'urbain. Le rapport de 1975 présente la «pénétration douloureuse dans les problèmes urbains» comme un facteur de la crise que subit l'institution. L'arrivée de nombreux sociologues avec la recherche contractuelle a eu pour effet «l'éclatement» du «noyau originel» de l'UER. L'institut d'urbanisme est entré depuis maintenant 50 ans dans les problèmes urbains. Pour autant, l'approche de l'objet semble encore aujourd'hui en permanente redéfinition, plus encore grâce à la fusion avec l'IGA. Les auteurs du rapport présentent l'urbain comme une mode ayant des racines sociales puisées notamment dans les contestations qui entourent les événements de mai 68. L'urbanisme d'aujourd'hui est-il dans un effet de mode ? L'émergence des questions environnementales et de développement durable remettent le champ de l'urbain au centre des préoccupations. Comme le montrent certains entretiens et la carte heuristique, ces questions sont aujourd'hui largement traitées par certains chercheurs enseignant ici. Cependant, leur articulation avec les sciences sociales n'est pas encore tout à fait évidente.

«Les questions d'écologie qui restent très peu sociales moi je trouve.»

Extrait de l'entretien n°2

«Je me suis rendu compte qu'on ne pouvait pas traiter les questions écologiques sans traiter les questions sociales.»

Extrait de l'entretien n°3

À cette articulation entre le social et l'écologie s'ajoute encore celle de la technique. La reconfiguration engendrée par la fusion complexifie le jeu entre ces trois composantes de l'urbanisme d'aujourd'hui.

Les dichotomies

Comme le montre le rapport de recherche L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble, l'UER Urbanisation est traversée par une dichotomie entre l'axe du pouvoir et l'axe du savoir. Ce mémoire fait une tentative de réactualisation de cette dichotomie qui se dessine alors premièrement comme une dichotomie entre l'axe du technique et l'axe du politique auquel s'ajoute ensuite l'axe du scientifique qui en fait alors une trichotomie entre l'axe du technique, l'axe du politique et l'axe du scientifique. Il s'agit d'une reformulation de la dichotomie pouvoir/savoir mais à un autre niveau. L'axe du pouvoir est à la fois politique et technique puisqu'il est principalement composé d'enseignants qui sont à la fois élus et opérationnels. L'axe du savoir est à la fois politique et scientifique puisqu'il regroupe des profils très universitaires ainsi que des profils plus idéologiques. La trichotomie technique/politique/scientifique est donc très similaire à cette première typologie de 1975, elle se situe simplement à un niveau inférieur. Ce changement d'échelle est en partie possible grâce à l'évolution des postures défendues par les enseignants. Celles-ci sont en effet beaucoup plus individuelles et non militantes, ce qui veut dire qu'elles ne sont pas directement le fruit d'une appartenance à une organisation. L'évolution de l'engagement des enseignants-chercheurs suit la trajectoire de l'engagement décrite par Jacques Ion. Deux axes ne suffisent pas pour représenter la diversité des profils présents à l'Institut. Encore aujourd'hui, la balance entre ces différents axes semblent être la clé de voûte de l'Institut. À partir des années 2000, l'Institut se rapproche des études d'architecture en intégrant l'atelier dans la maquette des cours. Le consensus établi autour des masters permet un équilibre mais la balance penche du côté de l'axe du technique. L'arrivée à la fin des années 2000 et au début des années 2010 de ce que certains enseignants qualifient de «nouvelle génération de chercheurs» modifie l'équilibre de la balance. Ces oppositions se matérialisent notamment au sein des listes des élections de l'Institut. Il

semblerait aujourd'hui que la balance commence progressivement à pencher du côté de l'axe du politique.

La critique

Le terme «critique» revient à de nombreuses reprises que ce soit dans le rapport de 1975 ou dans les entretiens menés avec les enseignants chercheurs. L'importance d'avoir un recul critique est mise en avant dans les deux périodes. L'objectif en 1975 est d'éviter d'avoir un technicien qui «gobe», aujourd'hui d'avoir un technicien qui «exécute». À l'UER, le regret du manque de critique se fait à la fois pour les enseignants et pour les étudiants, aujourd'hui les enseignants regrettent avant tout de ne pas avoir suffisamment le temps de former à l'esprit critique, bien qu'ils essayent tous de le faire. La critique permet l'émancipation des individus. Un renversement peut être observé. En 1975, c'est la dimension politique qui est considérée comme un élévateur de la critique, aujourd'hui ce serait plutôt l'inverse, la politique a tendance à être considérée comme un frein qui empêche la critique et la neutralité, bien que cette vision ne soit pas systématique. Pourquoi ce renversement ? Il est en partie le résultat de l'évolution de l'Institut qui passe d'une formation à l'urbanisation à une formation à l'urbanisme, la posture dominante passe de la posture de l'intellectuel à la posture du scientifique.

Le collectif

Les préoccupations sur la vie collective sont présentes en 1975 et en 2019. L'UER s'est constituée autour d'un réseau de personnes ayant des liens en dehors du monde universitaire, rapprochés par une même vision de l'urbain, vision qu'ils ont partagée avec les étudiants des toutes premières promotions. Les enseignants incarnent l'UER, le personnel administratif est peu nombreux. Ces rapports changent entre les années 1970 et 1975. Le doublement des effectifs étudiants et enseignants modifie les relations entre tous ces corps : elles deviennent plus académiques, plus scientifiques et la qualité des débats et des échanges diminuent. Aujourd'hui certains enseignants regrettent également une certaine méconnaissance de l'autre, un

manque de relation en dehors de l'université, un manque d'implication dans le quotidien de l'institut.

Le positionnement dans les institutions

La position que doit occuper la formation au sein des institutions, qu'elles soient associatives, politiques ou universitaires est interrogée sur les deux moments. L'UER est un organe du pouvoir municipal en 1975. De nombreux enseignants sont à la fois élus ou opérationnels au sein de l'AUG et chercheurs à l'UER. La municipalité Dubedout a également compté des membres d'associations citoyennes comme Peuple et Culture. Les années 1970 sont marquées par une volonté de prendre des distances vis à vis de la municipalité au pouvoir afin de quitter l'image trop politique que cela confère à Urba. La position dans l'université ne fait pas consensus, les auteurs du rapport regrettent que l'UER ne soit devenue qu'une branche parmi les autres de l'Université, qu'elle soit devenue trop académique, trop scientifique. La spécificité de son enseignement s'est diluée avec l'arrivée massive de chercheurs en provenance des sciences sociales. Aujourd'hui l'Institut est encore un peu à part de l'université, en partie à cause de son positionnement hors campus. Cependant, un nombre non négligeable d'enseignants sont pleinement engagés dans les instances universitaires et cela tant à l'échelle locale qu'à l'échelle académique et à l'échelle nationale. Des chercheurs sont amenés à travailler en collaboration avec des associations locales. Certains enseignants regrettent néanmoins le manque d'implication de l'Institut dans diverses institutions politiques pour assurer la représentativité de la formation. La position de l'Institut n'est donc jamais clairement définie. Ses rapports avec l'AURG et la municipalité sont très liés aux commandes que ces dernières effectuent, commandes qui peuvent parfois ouvrir la porte à des politiques municipales. Pour autant l'Institut n'est plus du tout un appareil du pouvoir municipal et garde une certaine indépendance.

Retour critique sur la recherche

Ce mémoire m'a permis de mener une double réflexion sur la formation à la discipline de l'urbanisme et sur le milieu de la recherche.

L'Institut que nous étudiants avons tendance à concevoir comme une grosse machine fonctionnant d'elle même prend une autre dimension, plus humaine. Nos formations sont loins d'être figées et immuables, elles sont avant tout le fruit de réflexions menées par des enseignants chercheurs qui s'engagent dans leurs travaux et leur pédagogie. Elles sont le résultat d'oppositions et de jeux de pouvoir entre différentes conceptions d'un métier et d'une discipline. Ces oppositions sont la marque de l'UER et de l'Institut.

Ce travail reste bien évidemment limité, il ne s'agit que d'un mémoire. Le rapport *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble* est annonciateur de la crise à venir à Urba. La période entre 1975 et aujourd'hui mériterait elle aussi d'être traitée autour de l'engagement. Les changements politiques, notamment avec l'arrivée d'Alain Carignon, maire de droite, à la tête de Grenoble, chamboule totalement l'UER. L'analyse de la période actuelle mériterait elle aussi un travail plus profond, en interrogeant tous les acteurs de l'institut afin d'avoir une vision totale de l'engagement. Les entretiens devraient aussi être menés sur des temps plus longs, en plusieurs fois, afin d'instaurer un climat plus simple entre l'interviewé et l'étudiant. Malgré cela, les entretiens se sont tous avérés plaisants à réaliser et d'une grande richesse pour l'étudiant que je suis.

Le contexte politique a encouragé ou découragé certaines formes d'engagement. Que deviendrait l'institut en cas de mutation politique ou universitaire majeure ? Comment pourrait évoluer les différentes dichotomies ? Quelle place occuperaient les sciences sociales ? Quelles postures disparaîtraient ou apparaîtraient ? L'Institut d'Urbanisme n'est pas un objet figé, il est se remet constamment en question, son avenir est incertain mais sa place dans le paysage urbain grenoblois est aujourd'hui bien ancrée.

Lexique

ADELS : Association pour la Démocratie et l'Éducation Locale et Sociale

AESOP : Association of Europeans Schools of Planning

APERAU : Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme

ARSH : Art et Sciences Humaines

AUA : Atelier d'Urbanisme et d'Architecture

AUG : Agence d'Urbanisme de Grenoble

AURG : Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise

BERU : Bureau d'Études et de Réalisations Urbaines

CENG : Centre d'Études Nucléaires de Grenoble

CERAT : Centre d'Études et de Recherche sur l'Administration et le Territoire

CESA : Centre d'Études Supérieures d'Aménagement

CNJU : Conseil National des Jeunes Urbanistes

CNRS : Centre National de Recherche Scientifique

CNU : Conseil National des Universités

COMUE : Communauté d'Universités et Établissements

CRCT : Congés pour Recherches ou Conversions Thématiques

DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DGES : Développement, Gestion Économique et Sociétés

DU : Design Urbain

ENPC : Ecole Nationale des Ponts et Chaussées

GAM : Groupe d'Action Municipal

ICUP : International Cooperation and Urban Planning

IGA : Institut de Géographie Alpine

IUGA : Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine

IUG : Institut d'Urbanisme de Grenoble

IUP : Institut d'Urbanisme de Paris

JO : Jeux Olympiques

OPQU : Office Professionnel de Qualification des Urbanistes

OREAM : Organisme Régional d'Étude et d'Aménagement d'aire Métropolitaine

PCF : Parti Communiste Français

POS : Plan d'Occupation des Sols

PS : Parti Socialiste

PSU : Parti Socialiste Unifié

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

SFU : Société Française des Urbanistes

UCI : Urbanisme et Coopération Internationale

UER : Unité d'Enseignement et de Recherche

UFR : Unité de Formation et de Recherche

UGA : Université Grenoble Alpes

UJF : Université Joseph Fourier

UNEF : Union Nationale des Etudiants de France

UPMF : Université Pierre Mendès France

UPU : Urbanisme et Projet Urbain

ZUP : Zone à Urbaniser en Priorité

Bibliographie

- AMBROSINO Charles, NOVARINA Gilles, « L'indépassable « laboratoire grenoblois » ? », *Métropolitiques*, 2015

- ASSOUN Paul-Laurent, *L'École de Francfort*, PUF, 2001

- BASSET Karine, MARTIN Dorian, ROUX Jean-Michel. «L'urbanisme grenoblois à l'épreuve des Jeux Olympiques : Temporalités, récits et mémoires d'une grande transformation urbaine.» *La Pierre et l'écrit : Évocations / Patrimoines de l'Isère : environnement, culture, histoire*, Presses universitaires de Grenoble, 2018

- BECKER Howard, « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, 2006

- BEZES Philippe, CHAUVIERE Michel, CHEVALLIER Jacques et al., *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*. La Découverte, 2005

- BLIN Pascal, *L'AUA, mythe et réalités : l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, 1960-1985*, Electa Moniteur, 1988

- BOUMAZA Nadir, «L'université, la montagne et la géographie», *Revue de géographie alpine*, vol. 83, pp. 9-14, 1995

- BRUNETEAU Bernard, «Le «mythe de Grenoble» des années 1960 et 1970 un usage politique de la modernité», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 58, pp. 111-126, 1998

- BUSQUET Grégory, *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958 – 1981*, Thèse de doctorat en Sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jean-Pierre FREY, IUP, 2007

- BUYCK Jennifer, MARTIN Samuel, PREVOT Maryvonne, ROMANO Fleur, «Genèse des formations en urbanisme en France : Grenoble un «laboratoire

urbain» pas comme les autres ?», *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, 2018

-CERVELLATI Pier Luigi, SCANNAVINI Roberto, DE ANGELIS Carlo, *La nouvelle culture urbaine : Bologne face à son patrimoine*, Seuil, 1981

- COHEN Évelyne. «L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 98, no. 2, 2008, pp. 19-28.

- DANG VU Hélène, DEVISME Laurent, «Une formation en urbanisme sans institut, and so what ? Réflexion à partir d'un éternel horizon nantais», *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, pp39-40, 2018

- GRANJON Fabien. «Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme», *Le Mouvement Social*, vol. 200, pp. 1132, 2002

- HIGELÉ Jean-Pascal, JACQUOT Lionel (dir.), *Figures de l'engagement. Objets, formes, trajectoires*, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, 2017.

- ION Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'atelier, 1997

- JOLY Jacques, *Formes urbaines et pouvoir local : le cas de Grenoble des années 60 et 70*, Presse Universitaire du Mirail, 1995

- LALLEMENT Michel, *L'âge du faire - Hacking, travail, anarchie*, Seuil, 2015

- LANG Bertram, *Le «militantisme académique» comme expression d'une nouvelle façon de vivre pour et de la politique*, papier présenté au congrès national de l'Association Française de Science Politique, Aix en Provence, 2015

- MARTIN Samuel, *L'urbanisme une affaire de militants, Naissance de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble*, 2017

- MARTINOT-LAGARDE, Pierre, «De nouvelles formes d'engagement», *Revue Projet*, vol. n ° 305, no. 4, pp. 48-54, 2008

- NOVARINA Gilles, «Du quartier à la ville ; trente années d'urbanisme dans l'agglomération grenobloise 1965-1995», *Géocarrefour*, vol. 72, pp. 131-141, 1997

- PARENT Jean-François, SCHWARTZBROD Jean-Louis, *Deux hommes, une ville, Paul Mistral, Hubert Dubedout, Grenoble*, La Pensée Sauvage, 1995

- PINSON Daniel, «L'urbanisme, une discipline indisciplinée ?», *Future*, 2004

- PREVOT Maryvonne. «Les militants d'origine chrétienne dans la fabrique de la ville des années 1960 à nos jours : un objet pertinent ?», *L'Information géographique*, vol. 76, pp. 11-27, 2012

- PREVOT Maryvonne, *Catholicisme social et urbanisme. Maurice Ducreux (1924-1985) et la fabrique de la Cité*, Presses Universitaires de Rennes, 2015

- FRAPPAT Pierre, *Hubert Dubedout, une pensée en action*, Presses Universitaires de Grenoble, 2016

- FRAPPAT Pierre, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

- ROBERT Eric, *Histoire de l'université Pierre-Mendès-France, Grenoble 2, 1968-2012*, Université Pierre-Mendès-France, 2012

- RICOEUR Paul, *Temps et récit*, Seuil, 1983

- ROMANO Fleur, *Débattre de l'urbanisme : histoire de l'IUG*, mémoire de master en sciences sociales (mention urbanisme et aménagement), sous la direction de Jennifer Buyck, IUGA, 2017

- SAINT-MARTIN Claire, VIALON Ghislaine, *Pratiques et représentations féminines de l'espace urbain*, thèse de 3ème cycle, UER Urbanisation, 1980

- VERDES-LEROUX Jeanne, *Les candidats aménageurs dans une organisation en quête d'organisation : le service technique central d'aménagement et d'urbanisme*, copedith, 1972

- WAETCHER Pierre, *Grenoble : un laboratoire urbain ? Mythes et réalités. La politique municipale des vieux quartiers*, 2013

Entretiens

- PARENT Jean-François, entretien réalisé en novembre 2016, par Jennifer Buyck et Samuel Martin

- TORGUE Henry, entretien réalisé en janvier 2017, par Jennifer Buyck

- CHALAS Yves, entretien réalisé en janvier 2017, par Jennifer Buyck

- NOVARINA Gilles, entretien réalisé en mars 2017, par Jennifer Buyck et Fleur Romano

- 7 entretiens anonymes réalisés en 2019, par Léo Francke

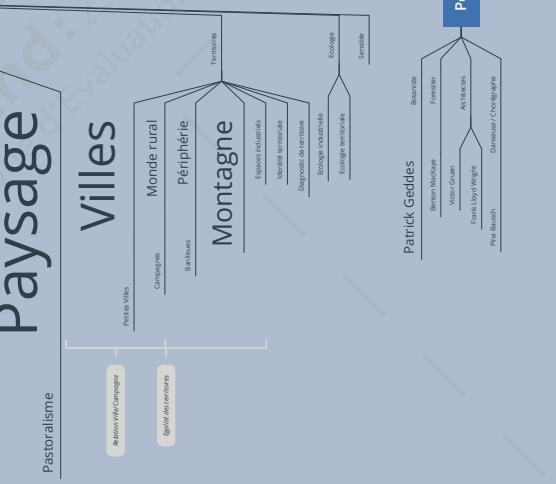
Sources

- AUGOYARD Jean-François, BOUSSET Christian, MEDAM Alain, PESSIN Alain, TORGUE Henry, *L'urbain de l'action, l'urbain du savoir à Grenoble*, UER Urbanisation, 1975

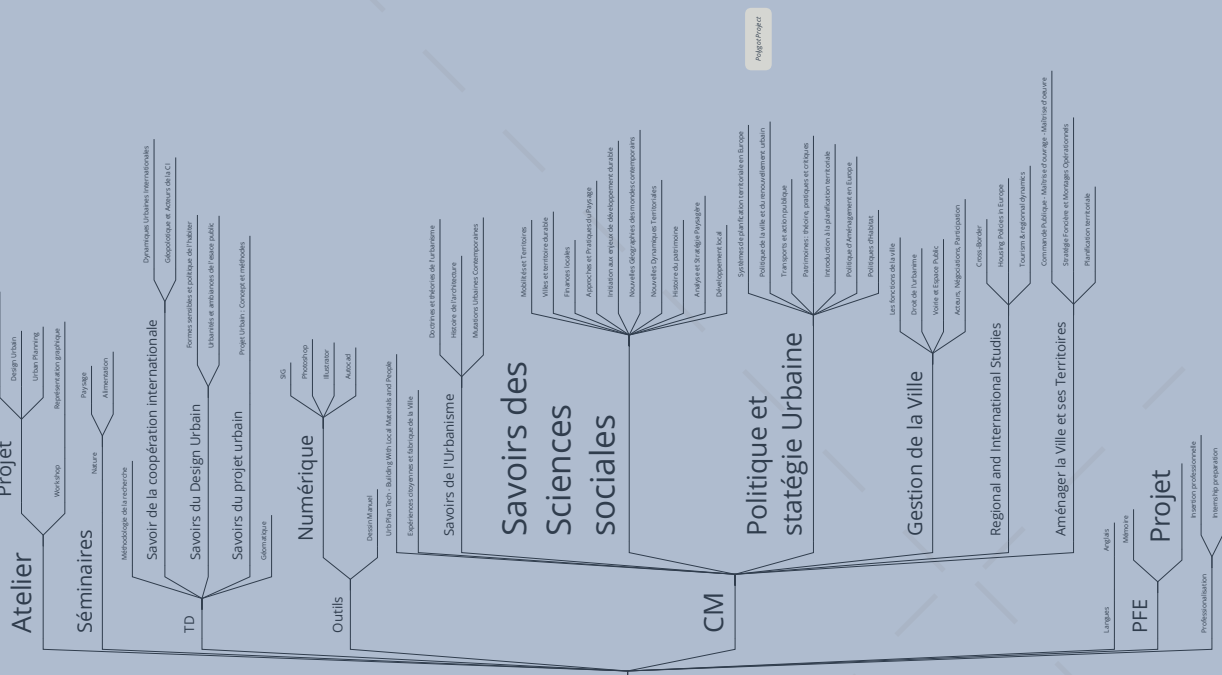
- DE MARESCHAL Edouard, "Grenoble devient un laboratoire de la «transition écologique»", in *Le Figaro*, 2014

- MAFFESOLI Michel, *Notes sur la «grippe cochonne»*, 2010

Champ de production et d'enseignement à l'IUG



Enseignements



Réalisation personnelle

Grille d'entretiens

Après avoir présenté l'objet de mes recherches je demande aux interviewés un retour sur leurs parcours personnel, viennent ensuite les questions :

- Que vous évoquent les liens entre enseignement, recherche et engagement ?
- Comment résumeriez-vous vos engagements ?
- Diriez-vous que vous êtes un(e) enseignant(e)-chercheur(e) engagé(e) ? militant(e) ?
- Dans le cadre de vos activités professionnelles, quel rapport entretenez-vous avec le politique, avec l'engagement ?
- Pensez-vous avoir le même rapport à l'engagement que vos collègues ?
- Comment les percevez-vous dans leur relation au politique, à l'engagement ?
- Peut-on, doit-on (et si oui comment) former au politique / à l'engagement ?

Si le professeur dirige des ateliers :

- Quel rôle jouent les ateliers dans la formation au politique / à l'engagement ?

Si cela n'a pas été abordé dans la présentation du début :

- Comment avez-vous été amené(e) à travailler sur ces thématiques ?

Fiche entretien n°1

Sexe de l'informateur : Femme

Lieu exact de l'entretien : sur une table dans la cour de la Cité des Territoires

Date : Vendredi 12 avril 2019

Heure : 12h15

Participant secondaire : aucun

Rang de l'enquête : 1er

Durée : 53 min

Préparation de l'enquête : Échange de mails, elle me propose un rendez-vous le lendemain de ma requête.

Déroulement de l'entretien et événements : Je la retrouve à la sortie de son cours, nous entamons la discussion autour de l'entretien pendant qu'elle fait la queue pour acheter son déjeuner à la cafétéria du Crous. L'entretien se poursuit pendant qu'elle mange son repas. Nous faisons une courte pause pour que j'aille lui chercher une fourchette de rechange. Pendant l'entretien un groupe d'étudiantes plutôt bruyantes s'installe à l'autre bout de la table et perturbe un peu les échanges. Il lui arrive d'avoir peur de ne pas suffisamment rentrer dans le vif du sujet et de rester trop générale. Bien qu'elle soit surprise par certaines questions, la discussion est très cordiale et se poursuit légèrement en off.

Synopsis : Elle débute l'entretien en revenant sur son parcours de thèse et son choix de sujet de recherche. Elle poursuit sur sa posture et son rapport à l'engagement, dans les rapports de force qui sont ceux de l'institution. Je reviens sur son parcours et son transfert de sa discipline d'origine à sa discipline actuelle. Nous poursuivons sur ses engagements personnels, sur les thématiques qui lui semblent importantes et qu'elle souhaite transmettre en tant qu'enseignante. Nous abordons ensuite la question du militantisme et son positionnement au sein de l'Institut d'Urbanisme. Vient ensuite sa perception de ses collègues dans leurs rapports à l'engagement. Nous parlons des choses qui l'ont marquée à son arrivée ici. La discussion se termine sur la formation à l'engagement et la question des recrutements.

Retour sur entretien : Cette première entrée en matière est plutôt satisfaisante. L'entretien se passe dans la bonne humeur. Différents sujets ont pu être abordés. Sa position spécifique un peu en dehors de l'institut me donne une vision particulière de l'Institut d'Urbanisme, ce qui s'avère être très intéressant. Cela me permet d'échanger autour du système de "codes" présent entre les professeurs et dont je ressentais aussi l'existence.

Fiche entretien n°2

Sexe de l'informateur : Femme

Lieu exact de l'entretien : dans son bureau

Date : Vendredi 12 avril 2019

Heure : 14h30

Participant secondaire : aucun

Rang de l'enquête : 2ème

Durée : 42 min

Préparation de l'enquête : Échange de mails, mes premiers mails demandaient une entrevue concernant mon stage, ce pour quoi elle n'avait pas le temps. La requête concernant le mémoire a cependant été acceptée et un rendez-vous m'est proposé pour le lendemain. Elle craignait de ne pas avoir beaucoup d'éléments à m'apporter sur mon objet de recherche.

Déroulement de l'entretien et événements : Je la retrouve dans son bureau avec une légère appréhension. L'entretien se passe bien et de manière cordiale. Nous ne sommes pas interrompus. Nous sommes tous les deux plutôt fatigués en ce vendredi après-midi. Elle semble surprise par certaines questions, concédant qu'il est difficile d'y répondre dans un entretien.

Synopsis : Nous débutons par les liens entre urbanisme, enseignement, recherche et engagement. L'urbanisme en tant que discipline nécessite une forme d'engagement et oblige à se positionner. Nous abordons le contexte politique grenoblois où les formes d'engagement sont fortes. Elle ne se considère pas une enseignante engagée, l'engagement est objet d'étude bien qu'elle ait un passé militant. Nous revenons ensuite sur la constitution de son sujet de thèse qui ne relève pas d'un engagement. Elle m'explique ensuite ses rapports et son positionnement dans le monde politique, avec les élus, techniciens, associations, bureau d'étude... Elle se sent en accord avec certains de ses collègues mais n'aime pas la façon dont d'autres affichent leur engagement. Elle finit l'entretien par des conseils pour mener des entretiens.

Retour sur entretien : Ce deuxième entretien se fait dans la foulée du précédent, dans un battement d'à peine 1h. Les éléments que je retire et le positionnement de l'enseignante sont totalement différents de mon premier entretien, ce qui est satisfaisant et enrichissant. Ses conseils pour les entretiens me sont précieux.

Fiche entretien n°3

Sexe de l'informateur : Homme

Lieu exact de l'entretien : Dans le hall du bâtiment urbanisme, assis autour d'une table basse

Date : Mardi 16 avril 2019

Heure : 16h

Participant secondaire : aucun

Rang de l'enquête : 3ème

Durée : 26 min

Préparation de l'enquête : Échange de mails, il me propose un rendez-vous une semaine après ma requête.

Déroulement de l'entretien et événements : Je le retrouve dans l'amphithéâtre à la fin de mon cours. Nous descendons les marches jusqu'au hall ensemble, je lui présente mon objet de recherche et le déroulement de l'entretien. Nous sommes installés dans un endroit de passage et de manière plutôt précaire et assez peu confortable. La porte incendie claque souvent derrière nous, des gens discutent autour. Nous ne semblons pas avoir beaucoup de temps.

Synopsis : Il commence l'entretien en revenant sur les mouvements étudiants qui ont eu lieu l'an dernier puis explique sa position en cours qui est clairement politique tout en la relativisant par rapport à d'autres enseignants. Il donne ensuite ses engagements, qui sont à la fois écologiques et sociaux. Il présente ensuite son parcours universitaire. Ses rapports avec le politique sont clairement exprimés en cours selon lui, il a d'ailleurs été adhérent à des partis politiques par le passé. Il est sensible aux comportements de ses collègues, sans vouloir leur donner de leçons. Nous terminons l'entretien par une anecdote.

Retour sur entretien : L'entretien est assez court. J'ai la sensation de ne pas avoir su le mener correctement pour rentrer plus en détail sur certains éléments. Mes questions ont suscité de fréquentes répétitions dans les réponses apportées. L'entretien apporte tout de même de nouveaux éléments et une nouvelle posture.

Fiche entretien n°4

Sexe de l'informateur : Femme

Lieux exacts de l'entretien : Dans une cour de l'école d'architecture / Dans son bureau

Date : Mardi 16 avril 2019 / Lundi 6 mai 2019

Heure : 11h20 / 18h

Participant secondaire : aucun

Rang de l'enquête : 4ème

Durée : 55 min / 1h24min

Préparation de l'enquête : Les rendez-vous ont été pris oralement quand nous nous sommes croisés dans les couloirs.

Déroulement de l'entretien et événements : Elle est en retard lors du premier entretien, nous nous retrouvons dans le hall de l'École d'Architecture, échangeons un peu, puis nous nous installons autour d'une table dans une cour. Nous avons 1h. L'entretien est détendu. Nous sommes brièvement interrompus pendant l'entretien par une autre personne. Elle est également en retard lors du deuxième entretien. Je la retrouve dans son bureau. L'entretien est interrompu au bout de deux minutes par un de ses collègues. Je patiente plusieurs minutes à l'extérieur du bureau puis reprends mes questions. L'heure est plutôt tardive, ce deuxième entretien prend une tournure plus familière et personnelle que le premier.

Synopsis : Lors du premier entretien elle explique son parcours universitaire en détaillant le pourquoi de ses choix. Elle donne ensuite son ressenti sur le rôle de l'université, la recherche action, la valorisation de la recherche qui doit forcément avoir une utilité sociale. Ses engagements sont dans la transmission et l'écoute. Elle présente ensuite ses responsabilités syndicales et institutionnelles en livrant certaines anecdotes témoignant du positionnement fort qu'elle essaye d'adopter au sein de ces institutions. Elle essaye de ne pas avoir l'air militante.

Lors du deuxième entretien nous revenons sur son arrivée à la faculté, les difficultés qu'elle a éprouvées. Nous parlons également de la politique au sein même de l'université. Du rapport parfois naïf qu'entretiennent les étudiants avec le politique dans leurs projets. Malgré la tension induite par les rapports de force auxquels elle prend part, elle a une vision positive du cadre de travail grenoblois.

Retour sur entretien : Cet entretien mené en deux fois est très riche. Il me permet d'aborder en détail l'engagement syndical ainsi que l'engagement universitaire. La deuxième partie revient précisément sur les jeux de pouvoir au sein de l'institut et son vécu. Ce n'est donc pas totalement exploitable pour mon mémoire mais cela reste très instructif. La discussion se poursuit en off tandis que nous marchons jusqu'à mon arrêt de tram.

Fiche entretien n°5

Sexe de l'informateur : Homme

Lieu exact de l'entretien : Dans son bureau

Date : Mardi 7 mai 2019

Heure : 11h45

Participant secondaire : aucun

Rang de l'enquête : 5ème

Durée : 38 min

Préparation de l'enquête : Mes mails sont restés sans suite, j'ai tenté de prendre rendez-vous avec lui pendant une réunion mais il est parti avant la fin de celle-ci. Je l'ai finalement recroisé avec ma tutrice de stage et j'ai pu obtenir un entretien pour le lendemain.

Déroulement de l'entretien et événements : L'entretien débute avec quelques minutes de retard car il doit terminer un autre entretien. L'échange est agréable et cordial. Nous sommes brièvement interrompus par une étudiante au milieu de l'échange. Nous sommes limités dans le temps mais cela n'a au final aucun impact sur le déroulement car je termine mes questions une dizaine de minutes avant la fin du temps qui m'était imparti.

Synopsis : Suite à la présentation de mon objet de recherche il rebondit sur le faible engagement des étudiants en urbanisme qui pour lui est dû aux métiers auxquels ils sont formés et qui sont des métiers concrets. Il donne ensuite sa vision des enseignants, du spectre politique de l'Institut puis revient sur la conscience politique des étudiants. Il se situe comme quelqu'un du centre, non militant, mais avec des valeurs. Il garde une distance avec le monde politique. Il parle de ses responsabilités politiques au sein de l'université, des différents postes qu'il a occupés. Il ne pense pas qu'il faille former au politique, les fondamentaux de l'urbanisme lui semblant plus importants. Il explique que selon lui la représentativité de l'Institut est trop faible dans le monde politique. Nous discutons ensuite des ateliers qui constituent selon lui la première entrée dans le politique.

Retour sur entretien : C'est encore une toute autre vision de l'urbanisme et de l'institut qui est livrée ici. L'informateur a un positionnement politique encore différent des précédents interviewés. J'ai pu aborder tous les points que je voulais développer de manière assez directe.

Fiche entretien n°6

Sexe de l'informateur : Femme

Lieu exact de l'entretien : Dans son bureau

Date : Vendredi 10 mai 2019

Heure : 16h20

Participant secondaire : aucun

Rang de l'enquête : 6ème

Durée : 22 min

Préparation de l'enquête : Échange de mails, sa première disponibilité est 1 mois après ma requête

Déroulement de l'entretien et événements : L'entretien commence avec quelques minutes de retard car elle termine un rendez-vous. Nous sommes très limités dans le temps car elle a encore d'autres rendez-vous après moi. Nous sommes brièvement interrompus par une de ses collègues vers la fin de l'entretien.

Synopsis : Elle commence par me présenter son parcours puis explique que la discipline impose une forme d'engagement. Elle se questionne sur le sens du terme engagement, qu'elle perçoit avant tout comme un engagement politique. Elle se considère d'ailleurs comme non engagée car elle ne veut pas être étiquetée. Elle explique sa position au sein de son propre champ disciplinaire puis sa position au sein du champ disciplinaire de ses collègues. Sa posture est une posture qu'elle qualifie de "neutre", pour autant elle reconnaît que cette posture n'est pas tenable dans l'enseignement et qu'il faut former au politique et à l'engagement.

Retour sur entretien : Cet entretien est très court mais il s'avère aussi très dense et va à l'essentiel. Je regrette de ne pas avoir pu prendre un peu plus de temps, mais le discours recueilli n'en reste pas moins intéressant et exploitable pour mon mémoire.

Fiche entretien n°7

Sexe de l'informateur : Homme

Lieu exact de l'entretien : Dans son bureau

Date : Mercredi 15 mai 2019

Heure : 11h

Participant secondaire : aucun, une autre personne est présente dans son bureau mais elle n'intervient pas

Rang de l'enquête : 7ème

Durée : 1h

Préparation de l'enquête : Échange de mails, j'obtiens un rendez-vous en le croisant dans la cour

Déroulement de l'entretien et événements : Je le rejoins dans son bureau. Un coup de téléphone interrompt l'entretien dès le commencement puis nous reprenons. Des collègues entrent et sortent de son bureau sans nous gêner outre-mesure. Nous sommes en partie limités dans le temps. Il semble avoir faim et moi aussi.

Synopsis : Il débute l'entretien sur un retour historique des liens entre engagement, recherche et enseignement en urbanisme. Cette évocation historique lui permet de qualifier l'urbanisme de "réactionnaire". Il revient ensuite sur l'histoire de l'Institut. Il se considère comme engagé et présente certains éléments de son passé qu'il estime militants, bien que lui-même ne soit pas militant aujourd'hui. Il explique ensuite son activité au sein de diverses associations d'urbanistes, les combats qu'il essaye d'y mener, les différentes oppositions idéologiques qui en ressortent. Il n'est pas sûr que l'Institut soit le lieu pour former à l'engagement mais insiste sur l'importance de l'atelier. Il aborde ensuite l'évolution de la balance technique/politique en revenant sur le passé de l'Institut puis termine l'entretien sur la fusion avec les géographes.

Retour sur entretien : Cet entretien aborde une dimension peut-être un peu plus historique sur l'institut et revient notamment sur différentes phases de son passé récent, ce qui s'avère très intéressant.

